

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2266 - MARDI 24 MARS 2015



Joseph Kabila entouré de quelques membres de la MP

Majorité présidentielle

Le débat interne sur l'alternance en 2016 différé

La réunion du bureau politique de la coalition au pouvoir tenue dimanche à Kingakati dans la périphérie de Kinshasa n'a hélas pu aborder la question ultra sensible de l'alternance politique en 2016, ou mieux de la succession de Joseph Kabila. Ce dernier est resté aphone sur cette matière intelligemment évitée du reste.

À quelques mois des échéances électorales, de nombreux cadres de la majorité sont toujours réduits dans l'expectative, incapables de se déterminer politiquement suite à ce qui apparaît comme une fâcheuse indécision de la part de l'Autorité morale. « Seul Kabila peut mettre fin à ce suspense et libérer enfin la majorité », susurre-t-on dans les milieux intéressés.

Page 14

EX-PRISON CENTRALE DE MAKALA

L'état de santé de Jean-Claude Muyambo se dégrade



Pour le Centre des droits de l'Homme et du droit humanitaire (CDH), la situation du président du parti politique de l'opposition Solidarité congolaise pour le développement (Scode) incarcéré est très préoccupante. Il souffrirait, d'après l'ONG, d'un gonflement du pied gauche qui s'aggrave au jour le jour. Le jour de son enlèvement, l'infortuné aurait été piétiné au pied gauche par un

agent des services de sécurité. Après ce heurt, la tuméfaction est allée de mal en pis jusqu'à l'empêcher d'effectuer sa marche matinale en prison. Le CDH estime que le bâtonnier Jean-Claude Muyambo est victime de l'intolérance politique étant donné que sa détention est intervenue après ses déclarations sur l'application de la Constitution et sur les élections de 2016. Page 13

PARLEMENT

FFJ salue l'annonce officielle de l'examen de la loi d'accès à l'information

Le texte compte parmi les vingt-trois projets et propositions de loi que le Sénat a prévu d'examiner tout au long de la session de mars en cours. La proposition de loi déposée depuis près d'un lustre au bureau de la chambre haute du Parlement a été initiée

par la société civile et s'articule sur cinquante et un articles. Cette loi vient instituer le journalisme d'investigation et fait cesser des menaces de toute sorte proférées aux professionnels des médias qui veulent tout savoir sur la gestion de la cité.

Aussi l'association de défense de la liberté de la presse et du droit à l'information Freedom for journalist (FFJ) s'est-elle associée à d'autres organisations de la société civile en faveur de cette loi qui a peine à s'inscrire au débat parlementaire. Page 13

DICTÉE SPÉCIALE FRANCOPHONIE

La journaliste Nioni Masela remporte la palme

Première devant près de cent candidats, l'ex-coordonnatrice de la rédaction des Dépêches de Brazzaville était à deux pas du sans-faute avec à peine trois erreurs commises sur l'ensemble du texte à cinq paragraphes proposé par les élèves de seconde B du Lycée français de Kinshasa, le 21 mars, sous la petite Halle de l'Institut français. Premier prix, Nioni Masela a partagé le podium avec Isabelle Barbara et Eliane candido. Fêrue de littérature et de culture, la journaliste, à l'instar de tous les autres candidats en lice, avait passé l'épreuve sous un numéro d'anonymat, le 68. Félicitée par les or-



Le directeur délégué de l'Institut français primant Nioni Masela

ganisateurs qui lui ont reconnu à raison « un talent exceptionnel pour la dictée ». Ce, surtout que la lauréate s'est distinguée

en se positionnant à la première place pour toutes les catégories confondues.

Page 14

ÉDITORIAL

Point d'orgue

Le débat très animé qui s'est déroulé hier après-midi sur le stand Livres et auteurs du Bassin du Congo autour du thème « Énergies pour l'Afrique » a servi de point d'orgue à la série de rencontres qui s'étaient déroulées tout au long de la trente-cinquième édition du Salon du livre de Paris. Il a aussi laissé entrevoir que le Congo, notre Congo, entend bien jouer un rôle majeur lors du Sommet sur le climat qui se tiendra dans la capitale française en décembre prochain.

Des échanges qui ont eu lieu, une heure durant, entre Henri Djombo, Jean-Louis Borloo, Henri Lopes est, en effet, ressortie l'idée selon laquelle l'Afrique doit faire entendre sa voix avec une force particulière si elle veut que ses propositions concernant la protection de l'environnement soient prises en compte. Au-delà du grand projet d'électrification de l'Afrique que soutient désormais l'ancien ministre d'État français à travers sa Fondation, ce dont il fut question, hier, a été le rôle déterminant que notre continent peut jouer dans la lutte contre le dérèglement climatique et pour le développement durable.

Ce double problème figurant comme chacun sait au cœur des préoccupations de Denis Sassou N'Guesso, le débat qui s'est déroulé hier au Parc des expositions de la Porte de Versailles a laissé entrevoir que le prochain Sommet sur le climat pourrait effectivement faire bouger les lignes en profondeur. Si du moins l'Afrique, qui sera demain le continent le plus peuplé de la planète, se décide à jeter tout son poids dans la balance afin de contraindre les nations industrielles à se discipliner. Car ce sera bien là l'enjeu majeur de cette nouvelle rencontre internationale.

S'il est vrai que la bataille s'annonce rude, en raison de l'aveuglement dont font preuve les « Grands » à ce propos, il l'est tout autant qu'elle peut malgré tout être gagnée dans la mesure où les catastrophes naturelles – à commencer par la montée continue des océans – se multiplient au point de menacer désormais directement les pays riches. Mais pour qu'elle le soit il faut, d'une part, que les pays comme le Congo prennent résolument la tête de la coalition des nations émergentes et, d'autre part, qu'ils s'engagent dès maintenant. Attendre serait commettre une erreur grave, nous en avons eu la démonstration hier.

Les Dépêches de Brazzaville

TRANSPORT AÉRIEN

ECAir met le cap sur Bamako et Dakar

Le vol inaugural qui va désormais desservir les capitales malienne et sénégalaise trois fois dans la semaine, a eu lieu le 22 mars, en présence du ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Rodolphe Adada, et d'une foule de ressortissants de ces deux pays en liesse.

Dès le lancement de ces deux lignes aériennes, trois vols sont prévus par semaine, au départ de Brazzaville, à destination de Dakar au Sénégal, via Bamako au Mali et vice-versa.

La desserte de ces villes qui intervient après avoir rallié Douala, Libreville au Gabon, et Cotonou au Bénin, se fera tous les mardi, jeudi et dimanche au départ de Brazzaville; et les lundi, mercredi et vendredi, au départ de ces villes.

Ces lignes seront exploitées par deux avions de type Boeing, dont l'un est doté d'une capacité d'embarquement de 148 places et l'autre de 124 sièges. Pour ce vol inaugural, plus d'une centaine de passagers ont pris le départ de Brazzaville. Le billet Brazzaville-Bamako aller-retour est fixé pour l'instant à 263000 FCFA, soit 400 euros, par

contre le billet Brazzaville-Dakar lui est arrêté à 382.000 FCFA, environ 582 euros au grand bonheur des usagers.

« C'est un grand soulagement pour nous, car nous attendions l'effectivité de ce projet depuis très longtemps. C'est un ouf de soulagement pour nous, parce que la plupart de nos compatriotes ici, accusaient de sérieuses difficultés pour se rendre au pays. Je saisis donc l'occasion pour remercier les autorités congolaises pour avoir concrétisé ce projet », s'est réjoui le président du conseil des maliens du Congo, Sylla Bademba.

« Je suis très content de l'ouverture de ces lignes. Les tarifs des billets sont bons par rapport aux autres compagnies qui exploitent déjà ces mêmes lignes. Ces prix nous permet-

tront désormais de mieux fonctionner, surtout d'aller voir nos parents très facilement », a affirmé Hamadou Houla, un jeune malien rencontré sur les lieux. Pour la directrice générale d'ECAir, Fatima Beyina-Moussa, le lancement de ces deux destinations s'inscrit dans le cadre de l'expansion du réseau de la société et sa flotte.

« Nous sommes ici pour le lancement du vol inaugural Brazzaville-Bamako-Dakar. Maintenant les clients d'ECAir ont la possibilité, trois fois par semaine, en 4 heures, de rejoindre Bamako à partir de Brazzaville, rejoindre Dakar après un escale d'une heure. Pour ce vol inaugural, nous avons eu plus d'une centaine de passagers. On est confiant que c'est une ligne qui va le mieux marcher compte tenu de la forte communauté malienne et sénégalaise au Congo et en République démocratique du Congo », a conclu la directrice générale d'ECAir

Firmin Oyé

CLUB 2002-PUR

Les femmes étudient des nouvelles stratégies pour arracher leur autonomie

Les femmes du Parti pour l'unité et la République (club 2002-PUR) ne veulent plus rester des éternelles assistées de l'homme. À l'occasion d'une conférence-débat animée, le 20 mars à Brazzaville, sur le thème : « Autonomisation de la femme et son apport dans la société », ces femmes politiques ont mûri des réflexions pour relever le défi face à l'homme qui continue à les reléguer au second rang.

Des femmes politiques venues de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) et du Rassemblement citoyen (RC) et d'autres mouvements politiques ont pris part massivement à cet échange placé sous la direction de Mylène Gloria Gakosso, secrétaire nationale chargée du genre et de la parité du Club 2002-PUR. Les trois thèmes développés à cette occasion, en présence des responsables du ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, ainsi que les débats qui ont suivi, ont permis à ces femmes

politiques de mûrir des réflexions sur ce qui empêche la femme à devenir autonome.

Dans le premier exposé, intitulé « Autonomisation de la femme et son apport dans la société », l'orateur nommé Mabilia, après avoir fait un bref aperçu sur l'origine de la fête du 8 mars, a d'abord reconnu que la femme jouait un rôle crucial dans la société, qu'il faille lui garantir l'autonomie. Et pour qu'elle aspire à cette indépendance, il est question de lui assurer les opportunités économiques ; accroître l'entrepreneuriat féminin, mais surtout l'associer dans les instances de prises de décision.

S'agissant du second exposé intitulé « Autonomie des femmes, us et coutumes », animé par maître Agathe Kouyitokou, huissier de justice, l'oratrice a fait savoir à l'assistance que la femme peut devenir autonome. Toutefois, elle est confrontée aux us et coutumes qui les empêchent à entrer en possession de leurs droits. Parmi les lois qui font entrave à l'autonomisation de la femme, maître Agathe Kouyitokou a épinglé le code de la

famille qui prône la polygamie.

Ainsi, pour relever le défi, l'oratrice pense qu'il faille promouvoir la formation des femmes afin de leur donner les outils nécessaires pouvant leur permettre de défendre sans complexe, leurs droits. Elle réclame aussi l'implication des femmes dans la sphère de l'élaboration des lois ainsi que la prise de décisions favorables à l'égard de la femme.

Le dernier exposé est développé par la secrétaire générale de la mairie de Baongo qui s'est focalisé sur la représentativité des femmes dans les instances de prise de décision. Jugée encore très faible, l'oratrice, très engagée, estime que la femme elle-même doit, non seulement prendre ses responsabilités mais surtout militer et/ou s'affirmer pour arracher son autonomie. Elle ne doit pas être, a-t-elle indiqué, l'éternelle assistée de l'homme.

Dans l'ensemble, les femmes du Club 2002-PUR se sont exhortées à prendre leurs responsabilités afin d'acquiescer leur autonomisation.

F.O.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille

Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

MÉTÉOROLOGIE

«Les problèmes vont s'aggraver si le développement se poursuit de façon non coordonnée», selon Serge Florent Dzota

Cette déclaration du directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), Serge Florent Dzota, a été entendue le 20 mars à Brazzaville, lors de l'ouverture de l'atelier de mise en œuvre du système mondial intégré des systèmes d'observation (Wigos) de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).



Une vue des participants

Le système d'observation Wigos a été initié au niveau mondial afin de créer un cadre pour coordonner tous les systèmes d'observation de la terre. Il répond aux besoins actuels et futurs des usagers dans le domaine des informations et données météorologiques. La rencontre a été organisée en prélude de la célébration de la journée météorologique mondiale commémorée le 23 mars, sur le thème : «climat, comprendre pour agir».

Cet atelier vise à mettre en place une structure de gouvernance nationale du Wigos et établir des partenariats entre la direction de la météorologie et toutes les institutions disposant de stations d'observation. Il consiste également à recenser toutes les institutions disposant des stations d'observation afin de faciliter l'échange et l'utilisation des données ainsi qu'établir un répertoire de toutes les stations d'observation de tous les réseaux de stations de toutes les institutions.

Le directeur de la météorologie, Camille Loumouamou, a donné une communication sur le système mondial intégré du système d'observation (Wigos). L'orateur a circonscrit sa communication sur la définition du système, les besoins ; la gouvernance ; l'historique du Wigos ainsi que les stratégies de renforcement de capacités d'observation.

En effet, selon lui, le système d'observation Wigos consiste à intégrer les observations provenant des sources météorologiques. Le système été créé pour gérer les risques et les opportunités liées à la variabilité du climat et aux besoins d'adaptation de l'amélioration des dégâts. « Les données environnementales et météorologiques sont nécessaires à la prise de décisions dans tous les domaines. Pour faire face aux aléas climatologiques, il faut installer les systèmes d'alerte en vue de prévenir les sociétés sur les dégâts », a-t-il indiqué.

Le directeur général de l'ANAC, Serge Florent Dzota, a souligné que 90% des catastrophes naturelles subit par le Congo sont d'origine hydrométéorologique. Parmi celles-ci, l'on note les inondations ; l'ensablement des cours d'eau ; érosion côtière ; l'effritement de la baie de Loango ; la sécheresse ; les tempêtes, etc. « Au Congo, il existe plusieurs réseaux d'observation, un système d'observation non coordonné et des équipements non conformes ; les incompatibilités et les lacunes, de double emplois ; des coûts d'exploitation et cela ne répond pas aux besoins actuels et futurs du pays. Les problèmes vont s'aggraver si le développement se poursuit de façon non coordonnée », a-t-il conclu.

Lydie gisèle Oko

ASSAINISSEMENT

L'Agence française de développement va débloquer plus de six milliards FCFA pour Brazzaville

En vue d'épargner les quartiers de Brazzaville d'érosions et d'inondations provoquées lors des pluies, l'Agence française de développement (AFD) va engager des travaux de réhabilitation et d'extension du réseau de drainage des eaux pluviales.

Pour démarrer avec la première tranche des travaux, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands travaux, Jean Jacques Bouya, a signé le 23 mars à Brazzaville, le contrat avec Christian Combes, directeur d'Eiffage TP, société française chargée d'exécuter les travaux. Parmi les sites où s'exécuteront les travaux on note : le collecteur « Mission », situé au niveau du Centre hospitalier universitaire. Ici, il est prévu de stabiliser les talus de la ravine en tête du collecteur, afin de maîtriser l'érosion qui y progresse.

Sur la M'Foa par contre, sera construit un double dalot de 15m de longueur, pour le franchissement du boulevard

Denis-Sassou-N'Guesso. Un nouveau collecteur d'environ 400m de longueur sera de même réalisé sous la rue Reims (centre-ville), parallèlement à la buse existante. S'agissant de la rivière Madoukou, Eiffage TP réalisera un collecteur de délestage. Intervenant sur la date de démarrage de ces travaux, l'ambassadeur de France au Congo, Jean-Pierre Vidon a indiqué qu'ils débiteront d'ici peu, pour une durée d'une année. Notons que ce projet complète les interventions en matière de drainage pluvial et d'assainissement déjà financées par l'AFD, dans le cadre du projet de route de la corniche, notamment la réhabilitation du collecteur de Makélékélé.

Quant à la réhabilitation des collecteurs de la Tsiémé, Makélékélé, Mpila 1 et 2, les études de faisabilité sont en cours de finalisation. Soulignant la nécessité de redonner à la capitale congolaise ses collecteurs naturels améliorés, Jean Jacques Bouya a relevé qu'« une fois les études finalisées, nous passerons au rétablissement des lits des rivières des autres collecteurs pour donner à la ville de Brazzaville la possibilité de mieux se développer. », Ajoutant : « nous penserons par la même occasion à restructurer les quartiers précaires en dotant la population riveraine des habitations décentes. » Rappelons que ce projet est le second plus important marché financé par l'AFD, dans le cadre du contrat de désendettement signé entre la République du Congo et la France.

Lopelle Mboussa Gassia

NÉONATOLOGIE

Comment «aider les bébés à respirer à l'accouchement» ?

Une cinquantaine de sages-femmes prennent part à une formation sur les différentes étapes de réanimation néonatale au siège de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours à Brazzaville. Ce séminaire prendra fin aujourd'hui par la remise de don et de certificats aux bénéficiaires.

L'initiative américaine « aider les enfants à respirer » a pour vocation de renforcer la capacité du personnel soignant et d'autres personnes qualifiées à pouvoir bien s'occuper du nouveau-né lors de l'accouchement. Selon les organisateurs, la formation qui est destinée aux sages-femmes de Brazzaville, vise à contribuer à la réduction du taux de mortalité néonatale au Congo.

« Nous sommes des infirmiers, médecins et pédiatres de l'église de Jésus-Christ des saints des

derniers jours. Notre mission est d'aider les nouveau-nés et les familles à traiter les problèmes néonataux. Plus de 10% des bébés ont des problèmes dès les premières minutes qui suivent les naissances, c'est-à-dire, la minute d'or. Ces enfants ont besoin d'être réanimés : 9 de ces 10 % risquent de mourir si une assistance qualifiée et rapide n'est pas dépêchée. », a confié le pédiatre américain, Chris Robison.

Durant les 48 heures de formation, nous-a-t-il expliqué, les

participants vont apprendre comment s'effectue les préparatifs d'une naissance sans risque notamment la vérification de la respiration du nourrisson, la rupture du cordon ombilical, les soins de routine, la ventilation durant la minute d'or. Il est injuste, d'après le missionnaire américain, de mourir dès sa naissance ou bien de mourir en donnant la vie.

« Pendant cette formation, nous enseignons aux sages-femmes la maîtrise de la ventilation, le contrôle du rythme normal et le ralentissement du battement cardiaque. Elles seront aussi outillées à la maîtrise des autres troubles survenus lors de l'accouchement à savoir ; l'hypothermie ou l'hyperthermie, les infections... », a-t-il fait savoir.

Ce séminaire s'achève ce mardi par la remise d'un don en kits et autres matériels d'accouchement au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville. Le don est composé entre autres de gants, serviettes, bonnets, Ciseaux, fils, minuteurs, stéthoscopes, ballons-masques de ventilations, des dispositifs de succion.

Les initiateurs ont promis organiser une autre formation de ce genre, destinée cette fois aux neurologistes et médecins généralistes.

Fiacre Kombo



Des formateurs lors des exercices de ventilation

VIE ASSOCIATIVE

Le concept « vivre ensemble » expliqué aux écoliers par l'Adu

L'Association Désir d'Unité (Adu) que préside le député de Poto-Poto I, Jean de Dieu Kourissa, a été, le 21 mars à Brazzaville, face aux écoliers du complexe scolaire privé Notre Dame de la confiance pour promouvoir leur concept clé, vivre ensemble.

« Vivre ensemble, c'est vivre avec les autres, en famille, à l'école, l'église, partout et pa-
reillement. Car votre vie dépend en grande partie de ce que vous êtes aujourd'hui. Nous, qui sommes nés avant vous, avons le devoir de vous indiquer le bon chemin à suivre pour votre épanouissement », a indiqué Jean de Dieu Kourissa, qui s'est inspiré de l'expérience de la vie quotidienne.

Par cette rencontre citoyenne, l'Adu veut que soient inculquées aux tout petits Congolais, même en milieu scolaire, les notions liées au dépassement de clivage, à l'universalité, aux méfaits du repli identitaire ainsi que les valeurs du vivre ensemble et celles de la Répu-

blique, à savoir l'unité, le travail et le progrès.

« Le but de l'Adu est justement celui de faire comprendre à tous que notre épanouissement, notre bonheur et notre paix passent par ceux des autres. Il n'est pas possible, dans ce monde d'aujourd'hui devenu grand village, d'être heureux tout seul en excluant les autres. Nous devons apprendre et comprendre que le Congo est un héritage commun. Et, l'école a la tâche d'enseigner aux jeunes les valeurs républicaines », a-t-il insisté.

Le thème a été vite appréhendé par ces jeunes écoliers qui ont, par la suite animé, une pièce de théâtre improvisée illustrant la nécessité de vivre ensemble. Outre la pièce théâtrale, les écoliers et les élèves ont aussi illustré par des exemples de vie courante, l'importance de vivre ensemble dans une société apaisée.

Profitant de cette occasion, le proviseur du lycée de cette école, a pour sa part, présenté

le tome I de l'ouvrage traditions orales du Congo Brazzaville, ré-
alisé selon lui, dans un contexte de vivre ensemble, c'est-à-dire grâce aux travaux de recherche et aux informations recueillies auprès de différents groupes ethniques du Congo.

Et, il a par la suite sollicité développer un partenariat avec l'Association désir d'unité pour la production des tomes II et III, de l'ouvrage sur les traditions orales au Congo.

Pour l'instant, le complexe scolaire privé Notre Dame de la confiance prépare la publication des tomes II et III de cet ouvrage l'un sur les traditions orales chez les Mbochis et l'autre sur les traditions orales chez les Vilis.

Rappelons que l'Association désir d'unité (Adu) est une organisation qui existe depuis février 2014. Et, par ailleurs, les Mbochis et les Vilis sont deux groupes ethniques du Congo qui vivent dans des zones géographiques éloignées les unes des autres.

Fortuné Ibara

ATELIER-FORMATION

Des étudiants formés sur le phénomène du réchauffement climatique

Les impacts dévastateurs du changement climatique, le rôle des jeunes dans la préservation de l'environnement, ont fait partie des modules enseignés lors de cette formation le 20 mars dernier au Campus numérique francophone à Brazzaville.



Les participants à l'atelier de formation

L'activité s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale de la francophonie qui se tient le 20 mars de chaque année. Selon les organisateurs, elle vise à interpeller les jeunes qui sont la frange de la population active, à pouvoir s'investir dans la lutte contre le changement climatique, la préservation de notre écosystème. Il s'agit en effet d'inciter la jeunesse à prendre conscience du danger que représente le réchauffement de notre environnement, ont-ils expliqué.

Pour le responsable de l'Agence universitaire francophone, professeur Edouard Ngamountsika, les différents modules de cette formation ont été tirés du thème retenu par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), « jeunesse, environnement et climat ». Le message de l'OIF, selon le professeur, s'adresse essentiellement aux futures générations qui représentent d'ailleurs l'espoir et l'avenir de notre planète.

Environ une soixantaine d'étudiants ont participé à cette formation. Des phénomènes climatiques et d'autres troubles liés aux saisons, enregistrés au Congo ces dernières années, ont émerveillé l'assistance. « L'augmentation du niveau de chaleur, l'irrégularité pluviométrique, des cycles imprévisibles de pluies entraînant des inondations enregistrées à Brazzaville, Ouesso, Impfondo, Pointe-Noire, Djambala, menacent l'écosystème congolais », a démontré docteur Samba. Il a par ailleurs sensibilisé les participants à adapter leur mode de vie aux défis environnementaux actuels.

Malheureusement, les jeunes d'aujourd'hui sont peu initiés à pouvoir protéger leur milieu naturel, se sont exclamés les différents communicateurs. Les efforts jusque-là déployés, sont insuffisants afin d'arriver à zéro pollution, zéro dégradation du milieu naturel, ont dit les spécialistes. « Au niveau universitaire, il faudrait qu'il y ait des programmes sur ces questions-là. Il faudrait qu'on enseigne aux étudiants et aux jeunes comment gérer notre climat, comment gérer notre environnement afin qu'il y ait un changement de mentalité. », a plaidé le professeur Edouard Ngamountsika.

Fiacre Kombo

Le cabinet d'expertise comptable EXPERTS-MAC Congo vous invite, avec vos équipes au séminaire qu'il organise sur l'Analyse financière et des investissements, et qui sera présenté par plusieurs experts :

- Pierre KEMENI, MBA, CPA, CGA, FCCA, Expert-comptable diplômé, agréé CEMAC, Commissaire aux comptes, plus de 20 ans de pratique comptable, Associé, Directeur pays, Experts-Mac Congo, Consultant Formateur International.

- M. Jacques Deussen LEUMASSI, Doctorant en économie, chercheur en science Comptable et Gestion, Consultant international et Directeur de société (Espace CEMAC). Il possède une vaste expérience en management des sociétés implantées dans l'espace OHADA et au delà.

Et comme support à distance :

- M. Valéry TEINCHE, M. Sc., CPA, CGA Canada, Expert-comptable diplômé France, Commissaire Aux Comptes, Agréé CEMAC & CA de N'Djamena & Ordre des CPA du Québec, Canada, Associé Directeur Général, Experts-Mac.

A la fin de cette formation les participants devront être capables d'élaborer et d'interpréter les analyses financières des entreprises et des investissements.

Tous les supports présentés, seront mis à la disposition des participants. Une attestation de formation sera délivrée à chaque participation à la fin du séminaire.

- Date : 22 & 23 Avril 2015 de 9H à 17H.
- Lieu : Hôtel Elais, Pointe-Noire - Congo
- Pauses et déjeuner : inclus sur place.
- Coût par participant : 400.000 F CFA H.T.

CONTACTS :

Monsieur Pierre KEMENI, MBA, CPA, CGA, FCCA
Expert-comptable diplômé, agréé CEMAC
Commissaire aux comptes
Email : pierre.kemeni@experts-mac.com
Tél. : +242 06 875 89 60

Madame Anabelle DIANZINGA, Ms CCA
Auditrice et Responsable administrative
E-mail : anabelle.dianzinga@experts-mac.com
Tél. : +242 05 546 40 14 / +242 04 477 74 65 /

IN MEMORIAM

22 mars 2014- 22 mars 2015

Il ya un an, jour pour jour, qu'il a plu au très haut de rappeler à lui sa servante Marthe Odoline Bouya.

Il est vrai qu'il y a un temps pour naître et un temps pour mourir, et qu'il faut accepter la volonté de Dieu, mais, il n'est pas moins vrai qu'elle manque cruellement à ses enfants qui l'ont tendrement aimée.

En ce 365^e jour de son départ vers le père, ses enfants Bobianga implorant la miséricorde divine sur son âme et sur celles de tous ceux qui sont partis ce jour et ce mois, sollicitent, de la part de ceux qui l'ont connue et aimée de la porter en prière. Qu'elle, repose en paix !



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Les conditions actuelles d'exercice de la politique et d'existence de la communauté politique ont été profondément infectées par la violence et la corruption, ce qui facilite les renoncements et les compromissions au détriment de l'éthique et de la morale. »

Karim Tabbou, ancien premier secrétaire du FFS (Algérie), *Le Magazine de l'Afrique*, mars-avril 2015

« Nous vivons dans une époque obsédée par le culte de la célébrité, dans laquelle la renommée d'une personne est tout aussi importante que ses compétences, et c'est dommage. »

Chimamanda Ngozi Adiche, écrivaine nigérienne, *Jeune Afrique* N°2827 du 15 au 21 mars 2015

« ...nous attendions l'apothéose avec la loi sur la parité, nous n'avons obtenu qu'un petit réaménagement des quotas. Il semble qu'il faut s'en contenter aujourd'hui. »

Nadia Macosso, Association des femmes juristes, *Le Patriote* N°322 du 23 mars 2015

« Je suis de la génération tactile... non... pas celle du smartphone ! J'aime simplement sentir l'odeur du papier mélangée à l'encre. Pour moi, le livre est un objet que l'on touche. Il y a une certaine excitation à approcher sa main des mots d'un écrivain. Au fil des pages, on entre dans son univers. »

Marc Verney, journaliste et responsable d'édition multimédia à la rédaction internet de RFI, RFI, 22 août 2014

« L'énergie est un préalable à tout développement. (...) Le développement par l'électrification n'est certes pas une idée nouvelle, mais celle-ci ne se concrétise pas. »

Jean-Louis Borloo, ancien ministre français de l'Écologie, *Jeune Afrique*, 19 mars 2015

INTÉGRATION EN ZONE CÉMAC

Le président de la commission appelle à un surcroît de volonté politique

Afin de surmonter les obstacles de l'intégration communautaire, le président de la commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Pierre Moussa, a souhaité le 20 mars que des efforts supplémentaires soient consentis par les dirigeants de la sous-région.



Claudine Munari, Pierre Moussa et Raphaël Mokoko

« Les difficultés rencontrées aujourd'hui dans la zone nécessitent, à mon sens, un surcroît de volonté politique des États », a souligné le président de la commission lors d'une conférence de presse. C'était à l'occasion de la célébration de la 7^e édition de la Journée de la Cémac, placée cette année sur le thème : « Promouvoir la paix, la sécurité et l'intégration en Afrique centrale. Pour Pierre Moussa, l'espace Cémac est effectivement confronté à des problèmes qui ne favorisent pas son intégration. Il s'agit, entre autres, des entraves à la libre circulation des personnes et des biens, des problèmes liés au financement de l'organisation mais aussi de l'effondrement de l'État centrafricain provoqué par la crise actuelle qui a des répercussions sur les pays de la région. S'y ajoute la non-concrétisation d'Air Cémac, un projet pourtant tant attendu par l'ensemble de la communauté. Déplorant que la libre circulation des personnes et de biens ne soit pas encore totalement effective dans la sous-région, le président de la commission a souhaité que les États encore réticents rejoignent les autres pour hâter l'intégration sous-régionale. « Trois États, à savoir le Cameroun, la RCA et le Congo ont déjà leurs passeports Cémac. Mais pour qu'il y ait véritablement marché commun et

qu'on puisse dire que la libre circulation des personnes est bien établie en zone Cémac, il faut que le Gabon et la Guinée équatoriale qui n'ont pas encore de passeports communautaires adhèrent à cette libre circulation et la pratiquent », a expliqué Pierre Moussa. Cette libre circulation accuse un grand retard puisqu'elle devait être appliquée dans tous les pays de la sous-région dès le 1^{er} janvier 2014.

Le président de la commission a émis le vœu de voir tous les dirigeants de la zone prendre davantage de décisions volontaristes en vue d'assurer effectivement l'intégration multiforme de la Cémac. « Il existe certes une volonté politique (...) mais, pour aller de l'avant, il faut qu'il y ait un surcroît de volonté politique. Ceci, afin de surmonter et de sortir des obstacles qui se dressent sur le chemin de l'intégration régionale, pour mettre fin au règne des égoïsmes micro-nationalistes », a ajouté Pierre Moussa. Quant à l'intégration économique, elle se heurte aussi à des problèmes délicats, selon Pierre Moussa. « Plus les États sont en crise, plus ils ont tendance à donner la priorité à leurs préoccupations d'ordre national », a-t-il regretté.

Expliquant les raisons de la non-concrétisation d'Air Cémac, le président de la commission a dit que ce projet n'a pas avancé

parce que les chefs d'État ont refusé le monopole d'une quelconque autre société, et souhaitait plutôt qu'il soit soumis au principe de « libre concurrence » prôné par l'Organisation mondiale des transports aériens. Pierre Moussa s'est, en outre, appesanti sur l'impact de la crise centrafricaine dans le fonctionnement de la commission. « Le fait que l'État centrafricain se soit effondré a causé beaucoup de difficultés pour l'ensemble de la sous-région : d'abord pour le fonctionnement de la Cémac, mais aussi pour d'autres institutions basées à Bangui », a affirmé le président de la commission de l'organisation sous-régionale. « Cette instabilité des institutions vient s'ajouter aux problèmes récurrents de financement de la communauté. De nombreux projets d'intégration ou transfrontaliers se trouvent ainsi ralenties pour ne pas dire bloqués », a-t-il renchéri.

« Malgré ces difficultés que je crois surmontables, a souligné le président de la commission de la Cémac, l'espoir d'une Afrique centrale émergente, où règne la paix, la sécurité est plus que permis » Outre cela, des efforts ont été consentis par la Cémac durant ces dernières années. Ils portent, entre autres, sur la convergence des politiques macroéconomiques et la coordination des politiques monétaires et budgétaires.

La Journée de la Cémac est organisée le 16 mars de chaque année pour promouvoir les idées de l'organisation et pour commémorer la date de signature du traité créant cette organisation, notamment à cette date susmentionnée, à N'Djamena, au Tchad. Notons que lors de la conférence de presse qui a permis d'édifier l'opinion sur le fonctionnement, les défis et les perspectives d'avenir de la Cémac, Pierre Moussa était accompagné de la ministre du Commerce et des Approvisionnements, Claudine Munari, et du ministre délégué à l'Intégration sous-régionale, Léon Raphaël Mokoko.

Nestor N'Gampoula



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iiprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes	3 jours	7 au 9 avril 2015
Gestion des Partenariats Public-Privé (PPP) : outils et pratiques	5 jours	13 au 17 avril 2015
Pratiquer l'audit qualité des fournisseurs	4 jours	20 au 24 avril 2015
La réglementation nationale et internationale des transports	4 jours	28 au 30 avril 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

METATOUT

PREFABS

Qualité et Développement Durable !

N'hésitez pas à visiter notre Show-Room !



Bâtiments préfabriqués - Conteneurs de vie - Bâtiments en acier léger galvanisé
 Bâtiments en acier structural - Logements pratiques prêts à l'emploi - Stations Services
 Bâtiments écologiques - Bâtiments à systèmes modulaires
 Hangars - Cabines Mobilier urbain - Sanitaires

Pointe-Noire / République du Congo - Centre Ville - Avenue de Kinkambo (en diagonale de Servtec) - Tel : 06 9999 888 - 06 947 22 22



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT : DISTRIBUTEUR DE LUBRIFIANTS CASTROL EN RÉPUBLIQUE DU CONGO POUR PUMA INTERNATIONAL CONGO SA.

Les expressions d'intérêts sont à soumettre au siège de Puma International Congo SA à Pointe Noire sous enveloppe scellée pour le 3 Avril 2015 à 12h00.

REQUIS:

- Respecter les standards Puma Energy et Castrol en terme HSE
- Soumettre un business plan détaillé de 5 ans
- Soumettre tous les documents requis
- Avoir un fond de roulement disponible de minimum 250,000 USD
- Avoir des capacités logistiques sur le territoire de la République du Congo

Pour plus d'information et afin de recevoir la liste exacte des documents requis, merci d'écrire à l'adresse suivante : Lubricants@pumaenergy.com



CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine. Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées. La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité ; de sable de concassage (sable rouge), de ciment et de gravier.



Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

- Briques de 130 400 CFA
- Briques de 120 380 CFA
- Briques de 200 600 CFA
- Sable Rouge 20m³ 140.000 CFA
- Sable 20m³ 180.000 CFA
- Gravier 20m³ 150.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport. **NEB** : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais. Adresse : Brazzaville, Kinkambo sur la route nationale N° 1 (carré de bas Kinkambo avant l'usine Isatis).

Contact : (+242) **06 690 7119** **06 655 1111**
06 985 5060 **06 919 8888**

FAUNE SAUVAGE

L'habitat naturel des primates en danger dans le Bassin du Congo

L'Ong de défense de la nature, Greenpeace, est arrivée à un constat : des espèces rares sont en voie d'extinction parce que les réserves forestières subissent les menaces combinées de l'industrialisation et de la démographie.

Le monde a célébré samedi 21 mars dernier la Journée internationale de la forêt. Une occasion pour les Nations unies de tirer la sonnette d'alarme : l'environnement du monde forme un tout, son sacage entraînera une rupture dont les effets peuvent être néfastes y compris pour l'homme. Or l'habitat des grands primates d'Afrique Centrale, notamment, continue de s'étioler sous les coups de bouter des exploitants forestiers, des projets agricoles extensifs et de la pression démographique, met en garde une organisation comme Greenpeace.

L'ONG écologiste cite notamment le danger que courent les réserves forestières en au Cameroun. Images satellite à l'appui, Greenpeace montre que 3 mille hectares de forêts pluviales ont déjà disparu au sud du pays, réduisant la réserve faunique de Dja à sa plus simple expression. Patrimoine mondial de l'UNESCO, la réserve cède du terrain aux cultures industrielles du caoutchouc et surtout d'huile de palme conduites par la société chinoise Hevea Sud. Chimpanzé et gorilles se voient acculés à vivre sur un périmètre de plus en plus restreint.

D'autant que, toujours suivant les données fournies par Greenpeace et recueillies en décembre dernier, une autre société, Azur de droit camerounais, a entrepris de convertir en vastes plantations de palmier à huile la région du Littoral. La forêt

d'Ebo, zone de vie de nombreux éléphants de forêt et de mammifères rares, est en danger. C'est dans cette zone, et uniquement, que se rencontre une espèce rare de primate, le chimpanzé dit Nigéria-Cameroun, victime tout à la fois de la déforestation, du braconnage et des effets du changement climatique.

Greenpeace pointe du doigt le risque qu'entraîne la concession de vastes étendues de forêt en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest à des sociétés, souvent étrangères, et l'absence de toute planification territoriale. L'ONG affirme que cela commence à susciter des conflits avec les populations locales, très souvent peu ou pas du tout consultées avant les opérations d'expropriation quand elles ont lieu. Mais même cette formalité n'est pas observée devant un intérêt retenu comme supérieur, et qui fait peu cas des aires d'incalculable valeur en biodiversité. Les forêts détruites ont mis plusieurs siècles à pousser ; ont contribué à la présence de microclimats incapables à reproduire artificiellement. C'est un patrimoine de l'humanité qui s'en va sans chance de se régénérer à l'identique.

Les écologistes rappellent que les forêts du Bassin du Congo constituent la deuxième zone de forêts fluviales la plus vaste au monde après l'Amazonie. Leur écosystème riche et varié fournit l'alimentation, l'eau potable et même les herbes médicinales dont dépendent des millions de personnes. Leur conservation est aujourd'hui vitale dans la lutte contre les changements climatiques. Le Bassin du Congo est le deuxième poumon à oxygène du monde. Il est du devoir de la planète d'aider à sa conservation.

Lucien Mpama

SÉNÉGAL

Candidature impossible pour Karim Wade à la présidentielle de 2017

Accusé d'avoir illégalement acquis 178 millions d'euros par le biais de montages financiers complexes du temps où il était conseiller puis ministre dans le gouvernement de son père, Karim Wade a été condamné à six ans de prison.

C'est la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI), une juridiction spéciale sénégalaise, qui a rendu son verdict ce lundi 23 mars. Il a condamné Karim Wade, à une peine de six ans d'emprisonnement et à une amende de 138 milliards de francs CFA, anéantissant du coup ses espoirs d'être candidat à la présidentielle de 2017, alors que le fils de l'ancien président sénégalais vient d'être désigné le 21 mars candidat à la prochaine présidentielle par les militants du Parti démocratique sénégalais (PDS).

Selon l'accusation, son patrimoine comprend, des sociétés au Sénégal et à l'étranger, des comptes bancaires, des propriétés immobilières et des voitures. Le parquet avait tout d'abord requis contre lui sept ans de prison.

Il sied de rappeler que cette année, cinq pays de la région représentant 80% de la population de l'Afrique de l'Ouest se rendront aux urnes. Des élections auront lieu dans les pays comme le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Togo, le Burundi. En 2016, ce sera le tour du Niger, Bénin, Djibouti, Tchad, Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée équatoriale, RDC, Cap-Vert, Gambie, le Ghana, etc. Puis le Sénégal en 2017.

En Côte d'Ivoire, c'est le président ivoirien Alassane Ouattara qui a été officiellement désigné le 22 mars candidat de son parti à la présidentielle d'octobre prochain. Avant même sa désignation officielle, les quelque 6.000 délégués de son parti avaient déjà fait de lui leur « champion » par acclamation.

Le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Guillaume Soro et plusieurs autres ministres ont assisté à la cérémonie.

Le président ivoirien est arrivé au pouvoir au terme d'une crise post-électorale sanglante causée par le refus de son prédécesseur Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite à la présidentielle de novembre 2010.

Yvette Reine Nzaba

ITALIE

Le chef de l'Église catholique s'est rendu à Naples pour dénoncer la criminalité

Comme il l'avait fait l'an dernier en Calabre, le pape François est allé à Naples demander aux mafias de se repentir.

Le pape François s'est rendu samedi à Naples, au cœur d'une région réputée pour ses mafias. Il y a été accueilli par une foule enthousiaste à laquelle il a toutefois lancé : « Aux criminels et tous leurs complices, avec humilité, comme un frère, je répète : convertissez-vous à l'amour et à la justice. Il est toujours possible de retourner à une vie honnête. Ces sont des mères en larmes qui le demandent ». À Scampia, quartier de Naples, connu pour abriter les trafics en tous genres, le pape François recommandé de « nettoyer l'âme », car « comme un animal mort pue, la corruption aussi pue ! ».

Il s'est rendu dans tous les lieux emblématiques de la zone de Naples ; a rencontré des malades et des prisonniers de la prison de Poggioreale. Il s'agit de quelque 120 personnes, hommes et femmes, souvent condamnés pour des faits de mafia : as-

sassinats, trafics de drogue ou d'êtres humains, racket... Aux prisonniers, il a répété : « en volant, on gagne peut-être un peu d'argent, mais on vole l'espérance, la nôtre, celle de notre prochain et celle de la société », a dit le pape qui a exhorté à une culture de la légalité ; à ne pas persister dans le mal mais à prendre le courage et l'humilité de revenir vers Dieu « qui pardonne toujours ».

Il a condamné les organisations mafieuses « qui exploitent et corrompent les jeunes, les pauvres et les défavorisés, par le commerce cynique de la drogue et d'autres trafics. Que la corruption et la délinquance ne défigurent pas cette belle ville ! », a dit le pape qui a appelé « à un nouveau printemps » en ce 21 mars qui marque sur le calendrier l'entrée en Europe occidentale de la saison chaude.

Puis le pape a été interpellé par une immigrée philippine

se plaignant du peu de cas qui est fait de leur situation. Alors, en de mots vigoureux, le Souverain pontife a lancé aux Napolitains qu'ils doivent devenir des témoins de l'accueil et de l'ouverture aux autres. « Faut-il encore rappeler cela : que les migrants ne sont pas des citoyens de seconde classe ? On ne peut pas dire, les migrants sont comme ça, et pas nous... Chaque personne sur terre est elle-même un migrant. Ce n'est écrit dans aucun livre, mais dans notre chair, notre chemin de vie ».

Il a recommandé aux prêtres de faire en sorte que leurs paroisses et leurs diocèses deviennent « des sanctuaires pour qui cherche Dieu, et une maison accueillante pour les pauvres, les personnes âgées et ceux qui se trouvent dans le besoin. Aller et accueillir : c'est comme ça que bat le cœur de l'Église mère, et de tous ses enfants, Accueille, va, avance, cherche. Espérer, c'est déjà résister au mal », a dit le chef de l'Église catholique.

L.Mp.

CHINE/AFRIQUE

« Le PIB de l'Afrique égalera celui de la Chine en 2040 », selon Jean Michel Severino

Dans son intervention lors de la rencontre sur l'investissement en Afrique, organisée par le club Kusuntu, en février à Paris, l'ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Jean Michel Severino, est revenu sur les perspectives de l'Afrique à l'horizon.

Jean Michel Severino est convaincu que d'ici à 2040, le Produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique aura rattrapé celui de la Chine d'aujourd'hui, soit 7.690 milliards d'euros en 2013. Il explique que le continent africain sera de plus en plus poussé par la consommation intérieure et une classe moyenne qui comptera 1,1 milliard d'individus en 2060.

Il pense qu'en 2050, l'Afrique comptera entre 500 et 600 millions de représentants de la classe moyenne, soit plus que la Chine actuelle. Seulement, le continent africain abritera aussi le plus de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, prédit-il. Soit 600 à 700 millions de personnes vivant avec 1 et 2 dollars par jour.

« Ce continent va donc continuer à être le continent de tous les paradoxes, celui de l'émergence des infrastructures, de l'explosion économique », relève Jean Michel Se-

verino, estimant qu'il n'y a rien à faire pour contrer cette situation. Les inégalités étant entrain de s'accroître fortement dans le continent, allant plus vite que ce que l'histoire de l'économie a expérimenté en Asie. L'inégalité africaine reposera en partie sur des marginalisations ethno-culturelles porteuses de tensions géopolitiques, souligne-t-il.

La croissance africaine reste insuffisante pour absorber la demande de l'emploi et contrer les phénomènes de marginalisation, souligne Jean Michel Severino. Autant de paramètres qui lui font dire que la croissance africaine, alimentée par la demande intérieure est différente de la croissance asiatique nourrie par les exportations.

Pour l'ancien patron de l'AFD, « la croissance africaine est très capitalistique, liée au faible contenu manufacturier de son économie, à une composante agricole lourde

et à une très faible présence de grandes entreprises africaines ».

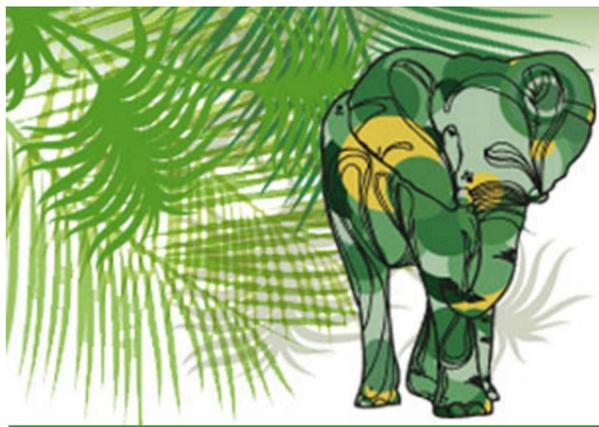
L'Afrique va créer 5 millions d'emplois d'ici 2020

Jean Michel Severino prédit que dans les 5 prochaines années, l'Afrique va créer 5 millions d'emplois, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'économie mais suffisant pour satisfaire la demande additionnelle évaluée à 110 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail.

En attendant que les prédictions se réalisent, l'Afrique fait face à une rapide reconstitution du stock de sa dette à la vague d'annulation. Il prend le cas du Ghana dont les services de la dette représentent 50% de ses ressources fiscales.

Il faut reconnaître que ces risques macroéconomiques ont un impact sur la capacité redistributive de l'État dans ses missions sociales. Autre paramètre évoqué par Jean Michel Severino, c'est l'impact environnemental né de la pression démographique qui pourrait affecter la croissance du continent.

Noël Ndong



LIVRES ET AUTEURS DU BASSIN DU CONGO

SALON DU LIVRE DE PARIS 2015

Débat sur l'émergence africaine

Les intervenants appellent à la « rupture » avec des modèles exportés

Parmi ces intervenants : le sociologue et chercheur Lamine Sagna, l'expert auprès du Pnu Jérôme Koumba et Lucien Pam-bou, membre du comité de rédaction de la revue Géopolitique africaine. Tous se sont interrogés sur l'émergence. Un concept nouveau, un nouveau processus, une posture intellectuelle ou un nouveau paradigme ?

A l'unanimité, ils ont reconnu sa complexité. Lamine Sagna y voit plutôt une notion [émergence], un recyclage de concept ayant échoué, éloigné de la rationalité africaine, lié plutôt à la notion de convention. Il souligne le manque d'écoute de la pensée africaine en Occident, le danger contenu dans « cette notion plutôt exportée », et le poids des Nations unies dans l'élaboration des concepts économiques africains.

Jérôme Koumba lie la notion d'émergence à « un résultat dans une économie en développe-

ment » permettant de tendre vers une croissance durable, avec une planification, une mise en œuvre en vue de satisfaire une demande sociale.

L'universalité de la méthodologie et l'appel à la rupture

Les intervenants ont reconnu la possibilité de mettre en place une stratégie nationale de développement durable à partir d'une méthodologie universelle, en y ajoutant la responsabilité sociale, la gouvernance et des critères tels que le bien-être, la qualité de vie endogène. Ce qui n'est possible que grâce à la

volonté politique. Or, c'est ce qui manque souvent à l'Afrique. Selon eux, l'émergence est possible à condition qu'elle se traduise sur des faits concrets.

Le contexte culturel est essentiel pour le développement durable du continent.

Ils ont relevé les conséquences des Plans d'ajustement structurel, fondés uniquement sur des politiques de réduction de la dette et sur la matière fiscale, laissant en suspens les questions sociales. Lamine Sagna a regretté que tous les paradigmes de développement se soient appuyés sur le paradigme capitaliste. Pourtant, en Afrique, « il n'y a pas dichotomie entre l'objet et le sujet. L'émergence est fondée sur des théories évolutionnistes, et l'élite africaine s'y « appuie ». Ils ont également souli-

gné la faillite des intellectuels africains qui réfléchissent « dans les chaussures des autres parfois trop grandes pour eux ». Ils ont appelé à la rupture pour une émergence avec un contenu africain, convaincus que les valeurs africaines peuvent rejoindre les valeurs universelles. Ils ont relevé l'absence de relai en Afrique. Surtout au niveau des projets initiés. Comme exemple, le projet de l'économie verte du président congolais Denis Sassou N'Guesso.

Noël Ndong

Prix Stéphane Hessel

Un Togolais et un Camerounais primés

L'édition 2015 du Prix Stéphane Hessel de la jeune écriture francophone a récompensé le Togolais Dzifa Gbeglo pour « La force de croire », un recueil de poésie en lien avec la vie réelle et rempli de sagesse.

Pour sa part, le Camerounais Steve Leolin Guimfac Mekoudja a été choisi pour sa nouvelle qui traite des viols comme arme de guerre, en écho aux viols dont sont victimes les femmes au sud Kivu.

Cette année, le prix Stéphane Hessel 2015 avait pour thème « l'exaspération est un déni de l'espoir ».

La remise du prix s'est faite en présence, entre autres personnalités, de Marie Christine Saragosse, présidente de France média monde, l'ambassadeur Henri Lopes, Jean-Paul Pigasse, directeur de publication des Dépêches de Brazzaville, Sylvain Mpili, directeur de la Librairie-Galerie Congo et Jacques Martial, directeur de la Cité de la Musique à Paris.

Camille Delourme

Le Point Afrique

Le site de la nouvelle Afrique

Images
Interview Chroniques
Actualité Tribunes
Analyses Reportages
Brèves **Économie**
diaporamas Articles
Culture
Dossiers
Vidéos
Lifestyle
Editos
Sport

afrique.lepoint.fr

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

Héritage de la traite négrière au Brésil et lieux de mémoire : Gorée, Ouidah et Loango

Dimanche 22 Mars, un public nombreux est venu assister sur le Stand Livres et auteurs du Bassin du Congo à la table ronde évoquant la mémoire de l'esclavage. Autour de Lydie Pongault, directrice du musée-galerie Congo à Brazzaville et conseillère auprès de la présidence du Congo en charge de la culture, historiens, universitaires, écrivains, artistes africains et brésiliens ont évoqué cette douloureuse histoire entre évocation de la souffrance, main tendue et espoir pour l'avenir du continent.

Au cours de la table ronde, Lydie Pongault, directrice du musée-galerie Congo à Brazzaville et conseillère à la culture auprès de la présidence du Congo, a annoncé la tenue en Juin à Brazzaville d'un colloque international sur la Baie de Loango et la traite négrière dont le comité scientifique est composé de chercheurs français, cubains, vénézuéliens, colombiens, brésiliens etc. Le Professeur André Patient Bokiba a replacé les enjeux de ce colloque dans le contexte du discours politique européen et de la montée dans cette région du monde du « *refus de la différence la plus élémentaire* ». Les historiens Elikia M'Bokolo et Jean Hébrard, le professeur André Patient Bokiba, les auteurs Florent Couao Zoti, Béatrice Tanaka, et Hamidou Sall, le photographe Jean-Dominique Burton, la Comtesse Emmanuelle Vidal Simoës de Fonseca, descendante du Maréchal Manuel Déodoro da Fonseca, premier président du Brésil, qui abolit l'esclavage dans ce pays sont intervenus tour à tour au cours de cette table ronde très riche sur l'héritage de la traite négrière au Brésil. Jean Hébrard, spécialiste de la traite, a précisé que l'Afrique n'ignorait pas l'esclavage avant l'arrivée des européens mais qu'à partir du 16ème-17ème siècle, l'Europe a décidé de tirer profit de l'esclavage africain à son avantage pour mettre en valeur

l'Amérique. La traite atlantique, ce commerce organisé et de grande ampleur reposant sur la déportation massive des africains vers les Amériques a duré du 15ème au 19ème siècle. Selon le Professeur Hébrard, des chercheurs ont réussi à estimer qu'environ 50% du Produit intérieur brut (PIB) français au 18ème siècle provenait du commerce du sucre produit à Saint Domingue. Ce commerce était au cœur de la richesse de l'empire colonial français et notamment des ports de Bordeaux, La Rochelle et de Nantes.

A Gorée, rappelle Hamidou Sall, hollandais, français et anglais se battaient pour rafler le plus d'esclaves. Pour un africain déporté, 10 étaient tués si bien que pour les 10 à 12 millions d'africains arrivés sur le nouveau continent, on peut estimer à 120 millions le nombre de morts. « *Aucun continent n'a connu une telle saignée* » assène Hamidou Sall, « *à travers cette main d'œuvre gratuite et servile, l'élite physique de l'Afrique partait. On ne peut pas oublier cela.* »

Reprenant la formule de l'historien romain Pline l'ancien, évoquant cette Afrique d'où il provient toujours quelque chose de nouveau, Hamidou Sall a présenté « *la main tendue à toutes les mains tendues du monde* » de l'Afrique ce « *continent qui a tant subi et tant donné* ». L'historien Jean Hébrard a expliqué comment le Brésil avait réorganisé la Traite par un lien direct



Un débat de mémoire autour de Lydie Pongault et du professeur Bokiba, entre autres, dimanche après-midi (@ Bedel Mango)

Congo-Brazil. Pendant que le Nord de l'Amérique bénéficiait du commerce triangulaire (Afrique-Europe-Amérique), le Brésil, dernier pays à avoir aboli l'esclavage en 1888, avait inventé une traite directe et produisait lui-même les biens nécessaires à l'échange avec les esclaves en Afrique. Lorsque la traite fut interdite dans l'hémisphère nord, le Bassin du Congo devint la première source d'extraction d'esclaves brésiliens. Les esclaves Kongo furent également acheminés vers Cuba, Saint Domingue et le sud des Etats-Unis par des trafics illégaux. Pour les Professeurs André Patient Bokiba et Elikia M'Bokolo on retrouve ainsi des traces multiples de cet héritage dans la culture brésilienne : on peut encore retrouver des traces à Salvador de Bahia du Proto-kikongo d'il y a 400 ans, le portugais du Brésil est riche d'occurrences de mots africains, le pays célèbre au mois de Novembre Zumbi, un esclave provenant d'Afrique centrale, qui prit les armes pour

fonder la république de Palmares. Lydie Pongault, directrice du musée-galerie Congo à Brazzaville et conseillère à la culture auprès de la présidence du Congo, a également pu rencontrer à l'occasion de l'accueil de l'exposition Kieba-Kieba à Salvador de Bahia des membres des associations les Bantous du Brésil et les Fils du Congo. Jean-Dominique Burton a évoqué les liens entre vodou du Bénin et candomblé brésilien.

Pour Elikia M'Bokolo le pays revendique de plus en plus son africanité également au travers de l'éducation : le pays finance une adaptation en livre scolaires destinés à l'enseignement primaire de l'Histoire générale de l'Afrique, cette somme magistrale constituée par l'UNESCO.

Le mouvement de retour du Brésil vers l'Afrique a également eu lieu. Jean Hébrard raconte qu'à l'issue de la « Révolte des malais » de 1835, d'anciens esclaves sont repartis en Afrique. Cette communauté

des Agudas dont l'écrivain Florent Couao-Zotti, auteur des Fantômes du Brésil, est un descendant, se sont installés au Bénin où ils prospèrent en trafiquant les esclaves. Florent Couao-Zotti témoigne d'une communauté fermée, vivant une vision idéalisée de sa culture et de sa civilisation.

La Comtesse Emmanuelle Vidal Simoës de Fonseca, incarne par son histoire personnelle ce lien toujours vivant entre l'Afrique et le Brésil. Descendante du premier président du Brésil, fille du grand acteur sénégalais Douda Seck, épouse d'un membre de la famille Mobutu, elle a livré un témoignage lumineux et plein d'espoir. « *L'avenir de l'Afrique, c'est nous les métis !* », a-t-elle lancé à l'auditoire présent sur le Stand Livres et auteurs du Bassin du Congo.

Pour clore la table ronde le conteur Gabriel Kinsa a fait sonner la trompe et déclamé un poème en hommage aux défunts victimes de l'esclavage.

Rose-Marie Bouboutou

L'héritage africain présent dans les contes du Brésil

Le Brésil est l'invité d'honneur du Salon du livre 2015. Le Stand Livres et Auteurs du bassin du Congo a saisi cette occasion pour montrer la diversité et la richesse culturelles de ce pays d'Amérique latine grâce à son héritage africain qui se lit même dans les contes.

La transmission une valeur intrinsèque dans la préservation de la culture

Les intervenants – Béatrice Tanaka, auteure, Patricia De Aquino, journaliste et ethnologue spécialiste des cultes afro brésiliens, Gabriel Kinsa, conteur congolais et lauréat du Prix ivoirien du jeune écrivain, et Caroline Moulin-Schwartz, blogueuse littéraire - ont évoqué la question de la mixité au Brésil, le pays qui concentre la plus grande diaspora africaine au monde, les Afro-descendants, avec près de 3,5 millions de personnes. Ils ont également échangé sur l'imaginaire brésilien né de son héritage africain et multiculturel et multicolore, puis la force des contes africains dans la mémoire collective et le rôle de la femme dans la transmission et

dans la tradition, « *passeuse de contes* ».

Ils ont souligné la dimension essentielle de « *la parole donnée* » et la force de l'oralité dans la transmission indispensable dans la culture africaine avant de décrire les rituels afro-brésiliens. Ils ont rappelé le passé esclavagiste du Brésil, le plus grand importateur d'esclaves en provenance d'Afrique, mais aussi le premier pays en à avoir interdit, et à l'avoir enseigné à l'école.

La force du Brésil est dans la mixité et le poids de l'héritage

Béatrice Tanaka a souligné la force de la mixité culturelle brésilienne, un pays multicolore et la libération des esclaves africains par l'un des leurs, en achetant une mine d'or, et la construction d'une église au sein de laquelle la mystique africaine fait toujours foi, mais ouverte à tous, sans prosélytisme. Patricia De Aquino a mis en lumière le poids de l'héritage. « *Comme tous les héritages, je le porte en moi. La couleur importe*

peu. J'existe à travers une divinité africaine d'où mon intérêt au rituel afro-brésilien », a-t-elle déclaré. Elle a relevé la force du partage, de la danse, des mythes, du rite et des rituels, de l'initiation, ainsi que des sacrifices en l'honneur des divinités.

Béatrice Tanaka a souligné le caractère particulier des contes. « *À l'image des hommes, ils meurent [contes], ils changent, disparaissent, mais il reste toujours un message* », a-t-elle dit.

Gabriel Kinsa et la tortue devin

Le Congolais a insisté sur la culture de la paix, de la place indispensable de la femme au côté de l'homme, et son besoin de partager avec ses hommes les responsabilités, à travers l'histoire de la tortue, son esprit protecteur, seul capable de rétablir l'équilibre familial et la réconciliation entre l'homme et la femme. Gabriel Kinsa a dénoncé la vanité de la course à l'argent.

Noël Ndong

Exposition

Le Congo invité d'honneur au salon du livre de Conakry en 2016

Le Congo succédera à la Côte d'Ivoire à la 8^e édition du salon d'exposition des livres qu'organise la Guinée.



Lamine Kamara et Henri Lopes sur le stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo
Crédit photo : Fredy by Flam Image

L'annonce a été faite par le président du Collectif des écrivains guinéens édités par l'Harmattan, Lamine Kamara, également président du Comité d'organisation du Salon du livre de Conakry et ancien ministre des Affaires étrangères de ce pays. « *Je suis venu moi-même vous porter la bonne nouvelle de la participation de votre pays comme pays invité d'honneur du 23 au 25 avril 2016* ». L'ancien ambassadeur de Guinée en France a tenu à rendre hommage au Congo, « *pays d'écriture et de création littéraire à foison* », a-t-il précisé. Au-delà de l'acquis, presque admis dans

le monde littéraire, « Congo Terre d'écriture », l'auteur du livre à succès « Safrin ou le duel au fouet », paru en 1991 chez Présence africaine, approuve les autorités congolaises qui s'attachent à faire découvrir leurs auteurs loin de leur pays. Il s'est déclaré séduit par la capacité de création des auteurs. « *Votre espace Livres et Auteurs du Bassin du Congo en est la belle illustration* », a expliqué l'auteur à succès de Guinée. L'annonce a été bien accueillie par les organisateurs de l'Espace « Livres et Auteurs du Bassin du Congo ».

Marie Alfred Ngoma

Regards croisés

Les écrivains congolais débattent sur les nouvelles écritures

Marius Nguié, auteur de *Un yankee à Gamboma* ; Obambé Gakosso, auteur de *Les malades précieux* ; Édouard Kali-Tchikati, auteur de *Le mouvement prophétique. Réveil spirituel ou manifestations démoniaques* ; Itoua Ndinga, auteur de *Maman, je reviens bientôt* ; Raymond Loko auteur de *Les mains vides ont croisé leurs regards sur plusieurs thèmes d'écriture. Un débat dont la modération était assurée par Franck Cana, écrivain et président du Cercle des écrivains et artistes des Afriques.*

L'écriture africaine, l'immigration, la religion ont été abordées. À propos de l'écriture africaine, Marius Nguié dit qu'il écrit pour dire quelque chose, pour exprimer le Congo. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait dans « *Un yankee à Gamboma* » qui raconte l'histoire sanglante du Congo autour des années 1993 quand le régime de l'époque avait envoyé un cortège de militaires à Gamboma. Ce yankee fut différent du yankee américain. Raymond Loko va encore plus loin en disant qu'il écrit pour exprimer son ras-le-bol et pour archiver les connaissances. Selon lui, les générations futures ne s'interrogent plus comme ils le font aujourd'hui. « *Nous clamons haut et fort que nous ne connaissons pas l'écriture, car si nous connaissons l'écriture on nous aurait archivé toutes ces choses que nous apprenons du colon.* »

chez nous en Afrique sont des expatriés et les Noirs qui vont en France sont des immigrés. C'est tout à fait normal qu'ils le disent. Ce que nous devons faire, c'est faire la réciproque, c'est-à-dire quand ils viennent chez nous, nous devons aussi les appeler immigrés et quand nous venons en France, lorsque nous rencontrons notre frère noir d'Afrique, nous devons dire, voilà un expatrié africain en Europe. S'ils ne sont pas d'accord, on rejette le français et on revient sur nos propres langues. C'est ça qu'on devait faire. Mais vu qu'on parle la langue des autres du matin au soir, on prie dans ces langues, on réfléchit dans ces langues, c'est normal qu'on accepte ce statut d'immigrés. »

À propos de la polygamie, Itoua Ndinga pense qu'elle fait partie des richesses culturelles africaines. Si aujourd'hui il y a un débat sur la polygamie, c'est tout simplement parce que l'homme blanc a soufflé dans la tête du Noir que la polygamie n'est pas une bonne chose. A contrario, les mêmes Blancs ont d'autres femmes et font des enfants ailleurs avec des femmes qui ne sont pas reconnues officiellement alors que les Noirs ont le courage et le mérite d'avoir deux, trois femmes à la maison, donc de les prendre ouvertement. Dans la polygamie, il y a toute une économie qui est derrière.

Enfin à propos de la religion, Obambé Gakosso pense que 75% à 90% des pasteurs sont des escrocs et sèment le désordre dans différents foyers. Être pasteur est un créneau qui permet de gagner sa vie, car il y a des pasteurs qui ont des immeubles, des 4x4 à foison, etc. Un jour les Africains vont se réveiller et chacun reviendra à sa place. Réponse du berger à la bergère : Édouard Kali-Tchikati pense que la religion c'est l'amour. C'est pour cela que Dieu a envoyé son fils Jésus Christ pour sauver l'humanité. C'est par amour qu'il a accepté que Jésus Christ meure sur la croix pour nous. Sans amour, il n'y a pas de vie.

Bruno Okokana

Le concept sur l'écriture africaine différemment interprété

C'est le cas d'Itoua Ndinga qui pense qu'en Afrique, notamment dans la société des notables, il y a une écriture dite écriture initiatique. Celle-ci s'apprend à l'école des notables. Un point de vue balayé par Raymond Loko pour qui l'écriture initiatique, c'est bien, mais il faut savoir faire la différence entre le réel et l'irréel. Même dans la spiritualité il y a des choses secrètes. « *Je suis d'accord pour les dieux africains, mais est-ce qu'on nous a laissé des écrits sur ces dieux ? Simon Kimbangu est mort il n'y a pas très longtemps dans la période coloniale (1921-1951), mais nous-mêmes, si nous connaissons l'écriture, nous aurons écrit notre histoire avec nos mots. Mais, c'est encore le Blanc qui nous rapporte l'histoire de Simon Kimbangu, ses arrestations et autres. Or, le Blanc pouvait tronquer certaines choses.* »

Concernant l'immigration, les écrivains congolais ont exprimé leur ras le bol. C'est le cas d'Obambé Gakosso. « *Les Blancs qui arrivent*



Les rendez-vous de l'OIF au Salon du livre de Paris

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes, compte à ce jour 57 États et gouvernements membres et 23 pays observateurs. Avec 274 millions de locuteurs, la langue française occupe la 5^e place dans le monde.

Promotion de la diversité culturelle et linguistique, dialogue des cultures, circulation des expressions culturelles figurent parmi ses actions prioritaires.

L'OIF soutient la participation d'auteurs et de créateurs à des salons, foires et festivals. À l'occasion du SALON DU LIVRE DE PARIS, elle est partenaire de :

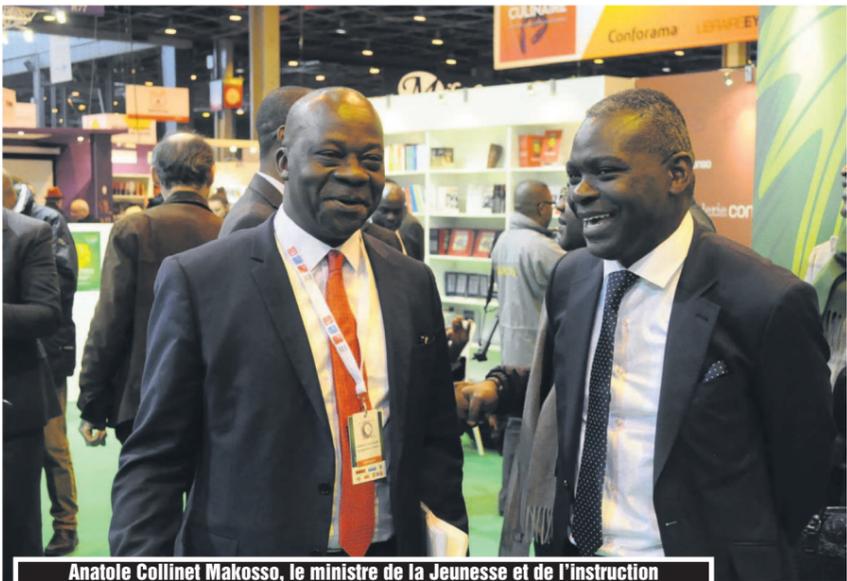
- la Librairie Galerie du Congo dans les rencontres dont la conférence-table-ronde sur le **Prix des cinq continents de la Francophonie*** qui se tiendront sur son stand **Livres et Auteurs du Bassin du Congo** ;
- l'Agence Littéraire Astier-Pécher dans la rencontre professionnelle **TALENTUEUX INDÉS 2015** qui réunit 20 éditeurs indépendants francophones ;
- l'Association **Prix du Jeune Écrivain** qui célèbre ses 30 ans.

* Ce prix récompense chaque année une œuvre de fiction narrative (roman, récit, recueil de nouvelles) écrite en français et lui fait bénéficier d'une visibilité internationale. Kamel DAOU, lauréat 2014 pour son roman **Meursault, contre-enquête** (Barzakh puis Actes Sud) sera présent au Salon du Livre de Paris.

APPEL AUX ÉDITEURS 2015

Pour plus d'information
www.francophonie.org

SALON DU LIVRE - PARIS 2015



Anatole Collinet Makosso, le ministre de la Jeunesse et de l'instruction civique, est accueilli par Sylvain Mpili sur le Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo



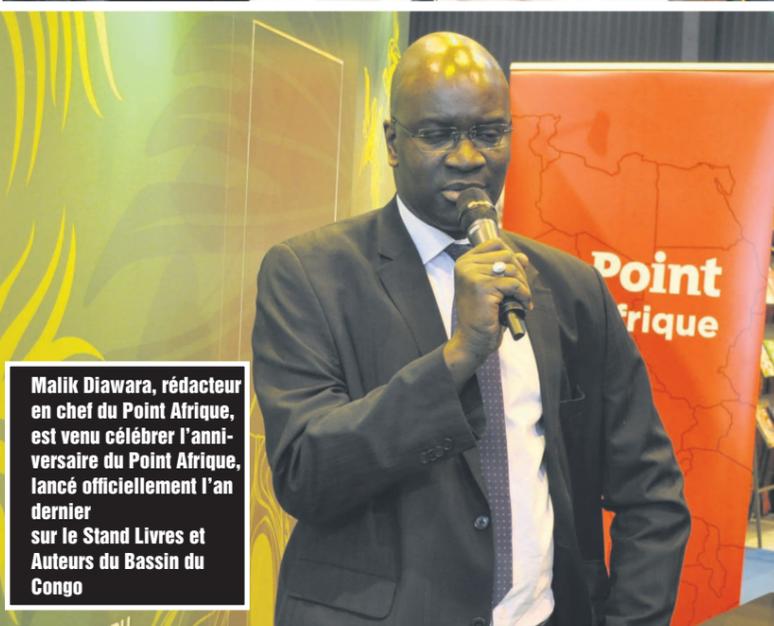
Jean-Pierre Heyko Lekoba, préfet du Niari, est venu parler de son ouvrage «Les sentiers des origines» sur le stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo: il y a été accueilli par Jean-Paul Pigasse et Sauve Gérard Ngoma Malanda



Le Général Benoit Moundele-Ngollo est venu dédicacer son ouvrage «Je plaide non coupable»



Henri Lopes et Jean-Louis Borloo se retrouveront, ce lundi à 15 heures, pour aborder, avec Henri Djombo, le projet d'électrification de l'Afrique lancé par l'ancien ministre de l'Ecologie



Malik Diawara, rédacteur en chef du Point Afrique, est venu célébrer l'anniversaire du Point Afrique, lancé officiellement l'an dernier sur le Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo



Sylvain Mpili et deux hôtes de marque: Jean-Louis Borloo, président de la Fondation Energie pour l'Afrique, et Marie Christine Saragosse, Présidente de France Médias Monde



Henri Lopes et Jean-Louis Borloo se retrouveront, ce lundi à 15 heures, pour aborder, avec Henri Djombo, le projet d'électrification de l'Afrique lancé par l'ancien ministre de l'Ecologie



Henri Djombo Ministre de l'Economie forestière, de l'environnement et du développement durable, Jean-Louis Borloo et Henri Lopes animant la tribune sur le Projet d'électrification en Afrique

IN MEMORIAM

24 Mars 2002 – 24 Mars 2015

Madame COUSSOUD

née PANDHET Julienne Angélique

« Avec tout notre éternel amour »

Famille

COUSSOUD - MAVOUNGOU



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE
PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRICOLES
(PADEF)

AVIS DE RECRUTEMENT

N° SC 04/2015/ PADEF/UNGP-RPM

« Recrutement d'un consultant international et de cinq (05) consultants nationaux chargés de réaliser l'étude de faisabilité pour la mise en place de deux (2) centres d'affaires pilotes à Mouyondzi et à Gamboma »

La République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole un financement (Prêt n° 851-CG) de 6,2 millions de dollars US, cofinancé par le Gouvernement congolais pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles, et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit financement pour financer les services de consultants ci-après : **Recrutement d'un consultant international et de cinq (05) consultants nationaux chargés de réaliser l'étude de faisabilité pour la mise en place de deux (2) centres d'affaires pilotes à Mouyondzi et à Gamboma.**

La création de ces deux «centres d'affaires» permettra d'améliorer l'accès des producteurs primaires regroupés au sein des GIEC/GCMM aux techniques de production innovantes (mécanisation, semences améliorées, conseils), aux opportunités et techniques de mise en marché, aux technologies innovantes de stockage, de conservation et de transformation des produits agricoles. L'engagement de ces investissements nécessite la réalisation d'une étude de faisabilité technique et de rentabilité. A cet effet, **un (1) Consultant International sera contractualisé et sera appuyé par cinq (5) Consultants Nationaux.**

L'objectif global de la mission est de réaliser une étude de faisabilité des centres d'affaires afin de permettre à l'équipe de coordination du PADEF de mieux cibler les investissements. La durée de la mission est de 45 jours ouvrables.

Le PADEF invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt, à fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services. Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

Pour team leader national ou international qui est le chef de mission :

Etre de niveau ingénieur ou 5ème cycle universitaire avec une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans, Il est le team leader de l'équipe et il devra présenter au moins une étude similaire réalisée dans le cadre d'un projet structurant ;

Pour ce faire, le consultant présentera une proposition technique (avec une méthodologie bien détaillée) et une proposition financière.

Pour les consultants nationaux:

Un consultant national de niveau ingénieur en Agro-alimentaire, spécialisé dans l'agro-alimentaire et le génie des procédés agricoles et alimentaires, avec une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans;

Un consultant national socio-économiste des filières agro-pastorales de niveau BAC + 3 au minimum avec des compétences en étude de marché, avec une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans :

Un consultant national, agronome spécialiste en machinisme agricole, de niveau ingénieur ou 3^e cycle avec une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans ayant une bonne connaissance des systèmes de production agro-pastorale locaux et l'organisation communautaire des producteurs;

Un consultant national, architecte industriel, avec une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans ;
Un Consultant National Economiste de l'environnement spécialisé en étude d'impact environnemental de niveau Bac + 5.

Le recrutement des consultants nationaux se fera sous la responsabilité du consultant international. L'Unité

Nationale de Gestion du PADEF mettra à la disposition du consultant international les curriculums vitae des consultants nationaux.

Sur cette base, les consultants seront sélectionnés conformément aux directives « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Les consultants seront sélectionnés suivant la méthode « Consultation Individuelle (CI) ».

Les intéressés doivent obtenir des informations sur les termes de références de la mission, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8h 00 à 16 h00.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le 06 avril 2015 à 12H 30 avec la mention «AVIS DE RECRUTEMENT N° SC 04/2015/ PADEFAJNGP-RPM relatif au recrutement d'un consultant (préciser le poste pour lequel vous soumissionnez) chargé de réaliser l'étude de faisabilité pour la mise en place de deux (2) centres d'affaires pilotes à Mouyondzi et à Gamboma».

Le Coordonnateur du PADEF njamin DIRA

Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) - Rue Isaac Locko parcelles n° 70/42 et 70/43, Quartier Hôpital Blanche GOMEZ, derrière l'Ambassade des Etats-Unis, Brazzaville, Tel : 00242 06 658 59 19 / 06 644 75 07, Email : blprodercongo@yanoo.fr / secretariat@padef.orR .

PARLEMENT

FFJ salue l'annonce officielle de l'examen de la loi d'accès à l'information

Le texte rentre dans le compte des vingt-trois projets et propositions de loi que la chambre haute de cette institution a prévu d'examiner tout au long de la session de mars en cours.

L'association de défense de la liberté de la presse et du droit à l'information Freedom for journalist (FFJ), a salué le 22 mars l'annonce officielle par le Sénat de l'examen prochain de la proposition de loi portant accès à l'information.

La proposition de loi déposée depuis près d'un lustre au Sénat, note-t-on, a été initiée par la société civile et portée par le sénateur Nyarugabo. Il s'articule sur cinquante et un articles. « *Il s'agit bien d'une loi jumelle à côté de celle sur la liberté de la presse qui, bientôt, sera dotée d'une loi de mise en œuvre qui manquait cruellement au pays. Cette loi institutionnalise le contrôle citoyen et favorise la gouvernance démocratique, la transparence de l'administration publique, la lutte contre la corruption et l'exclusion sociale ainsi que l'exercice des droits socio-économiques. Le journaliste peut, comme tout citoyen, accéder à toute source d'information sans aucune entrave. Cette loi vient instituer le journalisme d'investigation et fait cesser des menaces de toute sorte proférées au journaliste qui veut savoir et tout savoir sur la gestion de la cité* », a expliqué le directeur de FFJ, Désiré-Israël Kazadi.



Les professionnels des médias, lors d'une activité à la Ceni / Photo John Bompengo

Une lutte qui donne les fruits

L'une des principales organisations du pays engagées pour le droit d'accès aux sources d'information pour le journaliste et au droit à l'information pour le public, FFJ s'est associée à d'autres organisations de la société civile en faveur de cette loi qui a peiné à s'inscrire au débat du Parlement. « *Des lettres de plaidoyer de FFJ adressées au Parlement et à d'autres institutions nationales démontraient le caractère d'une société congolaise liberticide sans une législation qui garantit une reddition des comptes obligatoire des gouvernants aux gouvernés* », a soutenu Désiré-Israël Kazadi, exprimant la satisfaction de voir le Sénat décider à travailler sur cette proposition de loi.

Cette loi, note-t-on, édicte des principes et mécanismes contenus dans les instruments internationaux en matière de protection des droits humains et libertés publiques. « *Ces principes mettent*

en exergue l'affirmation du droit d'accès à l'information comme un droit humain fondamental, la primauté de l'intérêt public, l'affirmation du principe selon lequel l'accès est la règle, la limitation l'exception, la simplicité, la rapidité et la gratuite de la procédure de demande d'accès à l'information, la faculté accordée à tout requérant de faire appel d'une décision de refus de communication de l'information requise », a, pour sa part, déclaré le chargé d'assistance légale à FFJ, Me Gérard Nkashama.

Pour le directeur de FFJ, cette loi a pleinement le mérite d'être examinée et, naturellement, d'être adoptée d'autant qu'elle tente de trouver un équilibre entre le droit de savoir du public dans une démocratie participative et les impératifs légitimes de restriction de ce droit pour des motifs de préservation de sécurité et de défense nationales.

Lucien Dianzenza

FINANCES

Le projet Profit-Congo lancé

Financé par la Banque mondiale et DFID à hauteur de 26 millions de dollars et coordonné par le Comité d'orientation de la réforme des finances publiques (Coref), ce projet a pour objectif d'améliorer la crédibilité, la transparence et la redevabilité dans la gestion et l'utilisation des finances publiques à l'échelon de l'administration centrale et de certaines collectivités territoriales.

C'est le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, qui a lancé le démarrage effectif de ce projet le 21 mars à l'hôtel Venus. L'étape de Kinshasa intervient après celle de l'Équateur, du Nord-Kivu et du Kasai-Oriental. Coordonné par Coref, le projet Profit-Congo se clôturera le 31 décembre 2018. Il comprend quatre composantes. La première concerne l'amélioration du processus d'exécution budgétaire dans l'objectif de responsabiliser les ministères dans l'exécution de leurs dépenses, améliorer la gestion de la trésorerie et renforcer l'audit interne.

La deuxième composante porte sur le renforcement du contrôle externe du budget et de la transparence. Elle vise le renforcement du contrôle externe de la gestion des finances publiques. Quant à la troisième composante sur le renforcement du système de gestion des finances publiques au niveau provincial, elle a pour objectif d'améliorer des systèmes de gestion des finances publiques et de renforcer les capacités des services dans les provinces de l'Équateur, Kasai-Oriental et Nord-Kivu. La quatrième composante sur la gestion même du projet consiste en un appui à apporter au Coref pour la coordination, l'administration, la communication, la gestion financière, la passation des marchés, le suivi-évaluation, l'audit et la dissémination des activités du projet aux niveaux central et provincial.

La réussite de ce projet qui vise l'efficacité dans la gestion des finances publiques passe par l'implication de tous. D'où l'appel du gouverneur. « *Ce projet*

est donc le nôtre, à savoir partenaires techniques et financiers, acteurs de la société civile, le secteur public et privé. Nous devons mettre notre savoir-faire pour en garantir la réussite afin d'atteindre la bonne gouvernance et l'objectif global c'est la réduction de la pauvreté et le développement économique de notre population », a-t-il déclaré. Le gouverneur de la ville a, par ailleurs, noté que le projet Profit-Congo s'inscrit dans la droite ligne de la révolution de la modernité.

Auparavant, le représentant de la Banque mondiale chargé dudit projet, Said Diop, a souligné que ce projet se propose d'accompagner la RDC dans la mise en œuvre de la réforme des finances publiques. car, pour lui, le processus de la décentralisation offre une opportunité d'améliorer la qualité des finances publiques et à garantir l'accessibilité aux services publics de base afin d'apporter des réponses rapides aux besoins de la population.

Aline Nzuzi

EX-PRISON CENTRALE DE MAKALA

Jean-Claude Muyambo souffrant

Pour le Centre des droits de l'Homme et du droit humanitaire (CDH), la situation de ce bâtonnier incarcéré est très critique et préoccupante.

Selon cette ONG basée à Lubumbashi, dans le Katanga, le président du parti politique de l'opposition Solidarité congolaise pour le développement (Scode) souffrirait d'un gonflement du pied gauche qui s'aggrave au jour le jour.

Dans les explications, cette association a, en effet, noté que le 20 janvier, le jour de son enlèvement, le bâtonnier Jean-Claude Muyambo avait été piétiné au pied gauche par

sociation, la tuméfaction se faisait au jour le jour jusqu'à l'empêcher, le 19 mars, de terminer sa marche matinale qu'il effectue chaque matin en prison. « *Il a eu des douleurs très intenses qu'il a fallu le transporter jusque dans sa cellule. Consulté en urgence par son médecin, après tant d'analyses et d'exams spécialisés, on a décelé une fracture au niveau des métatarses du pied gauche* », est noté dans le plaidoyer mené par cette ONG.

Le CDH, qui note que le bâtonnier Jean-Claude Muyambo est victime de l'intolérance politique étant donné que sa détention est intervenue après ses déclarations sur l'appli-

cation de la constitution du pays et sur les élections de 2016, a soutenu que sa situation est très critique et préoccupante.

Face à cette réalité et à la souffrance de ce bâtonnier, cette ONG sollicite du président de la République, en tant que garant de la Constitution, de garantir réellement l'indépendance du pouvoir judiciaire. Aux parquets, cette association a demandé d'instruire les dossiers, en ayant pour seul thermomètre la loi de la République et non un autre agenda caché qui peut nuire aux libertés des citoyens.

L.D.



Jean-Claude Muyambo Kyassa

un agent des services de sécurité. Après ce coup, a souligné cette as-

SANTÉ

Ouverture de l'atelier de la revue par les pairs des rapports conjoints OMS/Unicef 2014

L'atelier réunit les responsables de programme élargi de vaccination venus d'Angola, Burundi, Cameroun, Gabon, Congo-Brazzaville, Guinée équatoriale, Tchad, RCA, Sao Tome, Madagascar et ceux de la RDC sans oublier les experts venus de l'OMS-Genève et Gavi.

L'atelier a été ouvert, le 23 mars, par le directeur de cabinet du ministre de la Santé publique, Chadrac Baisura, dans la salle polyvalente de l'OMS. L'objectif de cet atelier de cinq jours est d'améliorer la qualité des rapports conjoints et des rapports de situation annuels 2014 et renforcer les capacités des acteurs-clés. Les participants vont devoir, dans les discussions, analyser la forme et le fond des rapports conjoints gouvernement-OMS-Unicef et des rapports de situation annuels pour en proposer des améliorations tout en intégrant les commentaires formulés après les pairs pendant l'atelier afin de s'assurer que le contenu des rapports soit adéquat et complet. En sus de cela, les participants vont devoir finaliser les rapports de situations annuels et établir un chronogramme par pays pour leur transmission au siège de l'OMS/Unicef et de Gavi. Le représentant par interim de l'OMS, Deo Nshimirimana, a fait savoir que c'est dans le souci d'appuyer les pays à développer des rapports conjoints gouvernement-OMS-Unicef et des rapports de situation annuels de qualité que l'OMS et ses partenaires ont lancé le processus de revue par les pairs depuis 2013. « *Ce qui a permis d'année en année d'amé-*

liorer incontestablement la qualité de ces documents », reconnaît-il tout en ajoutant que des analyses et constats effectués à travers les différents pays de la sous-région montrent que très peu d'entre eux disposent de groupe de nettoyage, d'harmonisation et de validation des données aux différents niveaux de la pyramide sanitaire. Cette situation fait que les données découlant du système administratif comportent beaucoup d'insuffisance et d'inconsistances. En guise de solution, indique-t-il, des mécanismes ont été développés pour mesurer le niveau des indicateurs en terme de couverture vaccinale mais aussi du niveau de morbidité et mortalité liées aux maladies ciblées par la vaccination, afin de faciliter la prise de décision au niveau national, régional et international. Et le rapport conjoint gouvernement-OMS-Unicef fait partie de ces instruments standardisés développés dans ce cadre et mis à la disposition des pays.

Le directeur du cabinet du ministre de la Santé publique qui a ouvert cet atelier souligne l'importance de ces assises pour le gouvernement congolais. Car, dit-il, des recommandations qui sortiront de cette réflexion devront être des recommandations claires qui vont permettre au ministère de la Santé de pouvoir résoudre les problèmes liés à la qualité des données dans le système de santé tout entier. Pour lui, cet atelier s'inscrit dans la logique du ministère de la Santé publique au vu de l'importance que revêt la recherche de l'amélioration de la qualité des données.

A.Nz.

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

L'alternance en 2016 n'est toujours pas à l'ordre du jour

La réunion du bureau politique de la plate-forme présidentielle tenue le 22 mars à Kingakati n'a hélas pu aborder la question ultra sensible de l'alternance politique en 2016, ou mieux de la succession de Joseph Kabila préférant la renvoyer à une date ultérieure.

La ferme de Joseph Kabila située dans la périphérie kinoise a accueilli du beau monde le 22 mars. À l'initiative de l'autorité morale qui tenait à voir ses affidés débattre en toute liberté des questions en rapport avec l'avenir politique de la majorité, la réunion de Kingakati s'est muée en une opportunité pour crever l'abcès eu égard aux dissensions qui ont cours au sein de la coalition au pouvoir. Membres du bureau politique, présidents des groupes parlementaires et des regroupements politiques et quelques personnalités proches de la majorité étaient, en effet, réunis autour de Joseph Kabila qui a juste introduit le débat avant de le laisser évoluer sous la modération d'Aubin Minaku, secrétaire général de la majorité.

Cette réunion qui fait suite à la lettre adressée récemment à Joseph Kabila par une frange des partis politiques de la majorité (MSR, ARC, Unafec, Unadef,

MSDD, PDC et ARCO) tenant à être clarifiés sur sa position par rapport aux enjeux de l'heure, s'est vite transformée en une « explication verbale » entre extrémistes et modérés. Les deux tendances se sont mutuellement rejeté la responsabilité de la léthargie décriée actuellement au sein de la plate-forme face à une opposition et une société civile faisant preuve de cohésion. Revenus aux bons sentiments après d'âpres discussions, les uns et les autres ont reconnu l'impérieuse nécessité de recréer l'unité au sein de leur regroupement politique avant d'aborder les prochaines échéances électorales. Sans interférence de Joseph Kabila qui aura joué au stratège, les linges sales ont finalement été lavés en famille. Aucune décision ni résolution n'a été prise au cours de cette rencontre mais l'on retiendra qu'unaniment, les membres présents ont pris l'option de soutenir le découpage en vingt-six provinces du territoire national, y compris les Katangais hier encore réfractaires à cette idée. Le démembrement du Katanga en quatre provinces ne les effraie pas d'autant plus que la possibilité de regroupement leur est garantie.

Le calendrier électoral global publié par la Céni pour lequel

la majorité a déclaré s'y investir afin d'en garantir le strict respect a été également au centre des préoccupations avec, à la clé, la volonté d'accompagner la réalisation des échéances électorales fixées. « *Nous resterons en éveil et agirons sur le gouvernement pour qu'il soit respecté* », a assuré Aubin Minaku. Plus que jamais, la majorité a ressenti le besoin de pallier le déficit du dialogue qui la gangrène à travers la tenue, à intervalle régulier, de telles rencontres.

Cependant, la réunion de Kingakati n'a hélas pu aborder la question ultra sensible de l'alternance politique en 2016, ou mieux de la succession de Joseph Kabila. Ce dernier est resté aphone sur cette matière intelligemment évitée du reste. À quelques mois des échéances électorales, de nombreux cadres de la majorité sont toujours réduits dans l'expectative, incapables de se déterminer politiquement suite à ce qui apparaît comme une fâcheuse indécision de la part de l'autorité morale. « *Seul Kabila peut mettre fin à ce suspense et libérer enfin la majorité* », susurre-t-on. Une prochaine réunion est envisagée dans un proche avenir, en vue de formaliser les idées ayant circulé dans tous les sens.

Alain Diasso

ARTS PLASTIQUES

La primature encourage le projet de Paul Ngoy sur les portraits des rois coloniaux et des chefs d'État congolais

Le plasticien et secrétaire de la Coopérative des artistes congolais en arts plastiques à Lubumbashi, Paul Ngoy Nsenga Binthelu, a été reçu le 11 mars par le Premier ministre Matata Ponyo pour ses deux œuvres d'arts.

Les portraits des collections historiques des rois coloniaux du Congo, Léopold II, Albert 1er et Baudouin de Belgique (de 1885 jusqu'en 1960), et ceux des chefs d'État (de 1960 jusqu'à ce jour) Joseph Kasavubu, Joseph-Désiré Mobutu, Laurent-Désiré Kabila et Joseph Kabila ont été appréciés par le chef du gouvernement, ainsi que les drapeaux et armoiries du pays. Aussi le Premier ministre a-t-il autorisé en son nom que l'artiste plasticien Paul Ngoy Nsenga Binthelu soit reçu en audience par son directeur de cabinet adjoint en charge des questions politiques, juridiques, administratives, sociales et culturelles, John Bupila Hussein Moja. Ce dernier a eu à ses côtés le conseiller principal chargé du collège socioculturel et le conseiller Laurent Tumba.

Le plasticien a exprimé sa profonde gratitude et ses remerciements au Premier ministre pour son regard d'appréciation du travail abattu dans l'intérêt de la Nation. « *Je m'en félicite et je suis heureux*

de l'encouragement du Premier ministre, ainsi que de ses collaborateurs pour leurs riches avis et considérations pour ce travail des portraits des rois coloniaux et des chefs d'État de la RDC depuis l'indépendance jusqu'à ce jour ; ce travail s'inscrit dans la vision du chef de l'État, Joseph Kabila, de la révolution de la modernité », a déclaré l'artiste plasticien dans un entretien exclusif aux *Dépêches de Brazzaville*.

Paul Ngoy Binthelu s'est, en fait, réjoui de l'appui du gouvernement dont le Premier ministre a apprécié la qualité du travail, tout en exprimant l'intention et l'idée de la reproduction en grande quantité de ces portraits en guise de la contribution aux activités scientifiques et culturelles, et l'enrichissement de l'histoire du pays. Rappelons que le 13 janvier, Paul Ngoy Nsenga Binthelu avait été reçu officiellement par le ministre de la Culture et des Arts, Baudouin Banza Mukalay Nsungu. Ce dernier avait lui aussi apprécié les deux premiers échantillons des œuvres. « *Mon initiative de concevoir des œuvres d'arts a pour objectif de permettre premièrement à l'État congolais, par le biais du ministère de la Culture et des Arts, de faire la collection historique de différents secteurs scientifiques en*

commençant par des portraits des rois coloniaux, des chefs d'État, des armoiries et des drapeaux de 1885 à nos jours. Il est aussi question de montrer les différentes étapes du pays par rapport à l'état actuel de la révolution de la modernité pour enrichir l'histoire du pays et la connaissance en matière d'éducation », déclarait le plasticien après son entrevue avec le ministre de la Culture et des Arts. Baudouin Banza Mukalay avait promis d'intervenir personnellement auprès du Premier ministre afin que ce projet bénéficie de l'appui gouvernemental. Et avec l'audience accordée à Paul Ngoy Nsenga, tout porte à croire que l'exécutif national a pris en compte les préoccupations de l'artiste par rapport à ce projet de réalisation des portraits des rois coloniaux et des chefs d'État de la RDC depuis l'indépendance, des drapeaux et armoiries du pays. Il est question de reproduire une grande quantité de ces œuvres en milliers d'exemplaires pour qu'elles soient déposées dans les institutions publiques et privées du pays, et d'autres instances comme les ambassades de la RDC à travers le monde, dans les écoles, les universités et les établissements de recherches scientifiques.

Martin Engimo

DICTÉE SPÉCIALE FRANCOPHONIE

La journaliste Nioni Masela remporte la palme

Première devant près de cent candidats, l'ex-coordonnatrice de la rédaction des Dépêches de Brazzaville était à deux pas du sans faute avec à peine trois erreurs commises sur l'ensemble du texte à cinq paragraphes proposé par les élèves de seconde B du Lycée français de Kinshasa, le 21 mars, sous la petite Halle de l'Institut français (IF).

Premier prix, Nioni Masela a partagé le podium avec Isabelle Barbara et Eliane candido. Fêrue de littérature et de culture, la journaliste, à l'instar de tous les autres candidats en lice, avait passé l'épreuve sous un numéro d'anonymat, le 68. Félicitée par les organisateurs qui lui ont reconnu à raison « un talent exceptionnel pour la dictée ». Ce, surtout que la lauréate s'est distinguée en se positionnant à la première place pour toutes les catégories confondues, ainsi que l'a souligné le directeur délégué de l'IF, Christophe Roussin.

Il faut noter ici qu'il y avait des agents du Lycée français au nombre des candidats à l'épreuve. Ces derniers ont été classifiés à part de sorte à ne pas créer de polémique autour de leur participation. Ce, au regard de leur proximité avec les auteurs de la dictée, leurs élèves au quotidien mués en professeur pour l'occasion, inversant ainsi les rôles pour la circonstance.

La journaliste des Dépêches de Brazzaville a donc réalisé un meilleur score que les professeurs et autres candidats issus

du lycée précité que l'on aurait cru plus avantagés de par leur formation et leur profession.

Le texte proposé pour épreuve aux concurrents adultes par les élèves du Lycée français était inspiré du fameux Orthographiques auquel ils avaient eux-mêmes été soumis précédemment. Intitulé *Le voyage inattendu*, le concours de dictée « Spéciale Francophonie » était construit autour des dix mots de la Francophonie 2015, à savoir « *amalgame, zénitude, Inuits, kermesse, Kitsch, wikis, bravo, grigri, ciblée et sérendipité* ». Nioni Masela a mal écrit l'un d'eux en attribuant un « h » au mot Inuit.

Entre la publication des résultats et la fin de la dictée, les concurrents ont eu droit à un petit intermède, question de faire baisser la tension une fois les copies ramassées par les élèves commis à la surveillance de l'épreuve. Aussi, quitte à demeurer dans l'esprit de la journée, la date du 21 mars reste tout de même la journée mondiale de la poésie, il a été proposé un moment slam. Ce, en prélude au concours slam prévu l'heure suivante sous la Grande Halle. Puis, les jeunes élèves du Lycée ont assuré la suite du programme en proposant une série d'animations autour de la langue française. Ce, en attendant la publication des résultats qui ont servi en quelque sorte à conforter l'opinion de l'IF sur les bonnes capacités rédactionnelles de la lauréate très appréciée, en l'occurrence la journaliste culturelle Nioni Masela.

Laurent Essolomwa

In Memoriam



24 mars 2005-24 mars 2015, voici 10 ans aujourd'hui jour pour jour que Sylvie Masela Zinga a été arrachée à l'affection des siens. En ce jour anniversaire de ce triste évènement qui a exploré tous ceux qui l'ont aimée à l'instar de tous les Masela, notre pensée à l'Éternel est merci de nous l'avoir donnée.

INFRASTRUCTURE

Un marché moderne envisagé

Il s'agit du nouveau marché central dont les travaux débiteront en fin avril prochain. L'information a été donnée par Franco Villa Ricci, directeur général de la société Franco Villa Ricci en charge desdits travaux, qui a effectué une visite de terrain le 20 mars, avec une délégation composée, entre autres, de Roland Bouiti Viaudo, maire de la ville, et de Pierre Albert Victor Bayonne, administrateur maire de l'arrondissement 1 Emery Patrice Lumumba où est situé ledit marché central.



Franco Villa Ricci, à gauche, montrant le plan du marché moderne à la délégation

Cette visite a eu pour objectif de préparer les conditions d'implantation du chantier. Le nouveau marché moderne qui sera construit sur le même site que l'actuel marché central sera constitué de deux modules. Le premier dont les travaux commenceront dans un mois, sera situé entre l'avenue Mâ Loango et l'avenue Zacharie Costade. C'est un bâtiment R+2, avec environ 5.000 places, et qui abritera, entre autres, 8 chambres froides, des garderies pour enfants, un cyber café, un supermarché, des restaurants et terrasses, ainsi

que des locaux pour la mairie. D'après Franco Villa Ricci, ses travaux de construction vont se réaliser sur une durée de 18 à 24 mois. Le deuxième module de ce marché moderne sera construit entre l'Avenue Mâ Loango et l'avenue Schœlcher. D'après le maire de la ville, il est question de procéder, dans les jours qui viennent, au déplacement des vendeurs du marché central. Deux sites ont été choisis pour les recevoir en attendant la fin des travaux. Il s'agit du site situé au stade Marcel Tchionvo,

communément appelé stade V. club, situé au quartier OCH et celui de la foire, situé dans l'arrondissement 2 Mvou-Mvou. «Avec l'administrateur maire de l'arrondissement 1, nous allons étudier les conditions de déplacement des vendeurs», a confié le maire de la ville.

Ce déplacement, sera précédé d'un inventaire desdits vendeurs. Des numéros d'identification leur seront attribués en vue de leur réinstallation dans le nouveau marché. Une réinstallation qui se fera selon des conditions qui seront déterminées. «Nous ferons des réunions avec les comités des marchés et l'équipe d'enquêteurs qui descendra sur place pour l'inventaire», a précisé Roland Bouiti Viaudo qui a, par ailleurs remercié le président de la République pour la décision prise de doter la ville de Pointe-Noire de deux marchés modernes (marché central et marché de Tié-Tié centre).

Lucie Prisca Condhet

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS

Michel Mbebele souhaite «un regard positif sur les forêts»

Le directeur départemental des Eaux et Forêts de Pointe-Noire, Michel Mbebele, s'est entretenu, le 23 mars, avec Les Dépêches de Brazzaville. La célébration de la journée internationale des forêts a donné prétexte à un appel citoyen.



Michel Mbebele crédits photos «ADIAC»

« Les forêts contribuent entre autres à la stabilité du climat, à l'équilibre de l'oxygène, du dioxyde de carbone et d'humidité dans l'air, elles jouent également un rôle crucial dans la lutte contre les changements climatiques », a dit Michel Mbebele

Le domaine forestier congolais couvre plus de 20 millions d'hectares soit près de 65% de la superficie nationale. En effet, les forêts jouent

un rôle fondamental dans l'économie du pays. Car avec près de 17 milles salariés, le secteur forestier est, en matière d'emplois, le deuxième gisement du pays après la Fonction publique. Michel Mbebele a donc profité de cette interview pour demander à la population ponténégrine de prendre réellement conscience de l'importance vitale des forêts et du rôle qu'elles jouent dans la société etc. « Nous devons avoir un regard positif sur la forêt et obéir à certaines règles, notamment ne pas abattre

les arbres n'importe comment », a-t-il conclu. Rappelons que le domaine forestier est le deuxième poumon de l'économie congolaise. Cela se justifie à la fois au niveau de la sous région et sur le plan international. Et sur la gestion des ressources forestières, le Congo occupe une place plus honorable sur l'échiquier mondial.

Hugues Prosper Mabonzo

FOOTBALL FÉMININ

La nouvelle présidente de la commission nationale attendue dans la capitale océanne

Après sa nomination à la tête de la Commission nationale de football féminin, Lucienne Virginie Mokoko a effectué son premier déplacement le 23 mars pour une séance de travail à Pointe-Noire avec le bureau exécutif intérimaire de la Ligue de football féminin du Kouilou

Au regard des difficultés que traverse la ligue du football féminin du Kouilou, l'une des ligues phares du Congo, à cause de la disparition de certaines équipes, plusieurs questions seront débattues au cours de cette séance de travail afin de relancer effectivement cette discipline qui n'existait plus que de nom. Le Kouilou qui a vu naître le football féminin est en attente d'une bonne cure pour reprendre sa place d'entant. Sur six équipes, la ligue n'en a plus que trois et ce, grâce à la création cette année 2015 d'une nouvelle équipe féminine de l'académie Rayons du Soleil. Le défi est certes énorme mais, avec la volonté

et le travail les choses pourront changer.

Cependant, avant l'arrivée de la présidente de la commission nationale, le bureau réaménagé de la ligue du Kouilou, que dirige Dominique Obomami, s'est retrouvé le 17 mars à son siège pour une réunion de prise de contact. Le 20 mars, ce même bureau s'est entretenu avec les dirigeants des équipes pour leur présenter les nouveaux dirigeants de la ligue et le programme d'activité de la Fédération congolaise de football. Ce programme très chargé, qui appelle tous les dirigeants à reprendre les entraînements sans condition, prévoit au mois de mars des mises en jambe, l'organisation des championnats départementaux en avril et en mai. Les équipes qualifiées se regroupent à Brazzaville pour le championnat national avec six équipes dont, 4 de Brazzaville, deux de Pointe-Noire et une de Dolisie. En

juillet les éliminatoires de la Coupe du Congo à Dolisie et la formation de la sélection nationale en vue des Jeux africains. À l'issue de cette rencontre, les présidents et secrétaires généraux des trois équipes de Pointe-Noire, très contents, ont exprimé leur souhait de rencontrer la présidente pendant son séjour dans la capitale économique pour présenter leurs doléances avant qu'elle ne poursuive sa mission à Dolisie le 25 mars. Robert Ombamba et Jodel Batchimba, respectivement secrétaire général et vice président de l'académie Rayons du Soleil sont rassurés de la relance du football féminin : « Nous sommes très contents de cet entretien et souhaitons être reçus par la présidente de la commission pour passer en examen certaines difficultés liées au matériel. Nous avons à la tête de la ligue un dirigeant qui a géré une équipe ; il connaît nos problèmes, je pense que ça va aller ».

Charlem Léa Legnoki

ONSSU

Le nombre de participants en croissance

Cinq établissements d'enseignement supérieur sont engagés cette année aux jeux universitaires dont le coup d'envoi a été donné le 23 mars au Complexe sportif de Pointe-Noire par le directeur départemental des sports et de l'éducation physique, Joseph Biangou Nzinga.

Ce nombre de participants est passé de trois établissements, l'édition passée, à cinq cette année. Un engouement caractérisé par le sérieux dans l'organisation de ces jeux depuis leur relance, il y a plus de cinq ans et des Jeux africains de septembre à Brazzaville. Ces établissements s'affronteront en cinq disciplines à savoir, le football, le Basketball, l'athlétisme, la gymnastique et le nzango et ce, jusqu'au 28 mars. Objectif pour les organisateurs : déterminer les meilleurs équipes et athlètes qui représenteront le département aux jeux nationaux dont le lieu n'est pas encore déterminé. Les cinq établissements engagés sont l'EAD, l'Université de Loango, l'École supérieure et de technologie du Littoral, Sueco et la Martinière. Cerec s'est retiré

à la veille des éliminatoires, a indiqué Bonard Mouko, le secrétaire départemental des jeux de l'Onssu de Pointe-Noire. En effet, l'EAD, vice-championne au tournoi de football, en 2014, tentera d'arracher sa qualification pour aller défendre sa médaille d'argent, voire remporter la médaille d'or. « Cette année, il y a eu beaucoup d'établissements par rapport à l'année passée. On devrait même avoir six équipes, mais en dernier moment Cerec a fait défection », a précisé Bonard Mouko. La première journée du tournoi de basketball a été dominée par l'équipe du Littoral contre la Martinière, 37 à 29. Le capitaine de l'équipe du Littoral, Ngakosso explique : « Je suis très content de notre première victoire, car notre formation n'a pas eu assez de temps pour s'entraîner mais nous avons donné le meilleur de nous-mêmes pour vaincre l'adversaire qui n'a pas mérité. C'est notre première participation mais souhaitons aller plus loin dans l'espoir d'aller défendre les couleurs de notre école au niveau national », a-t-il conclu.

C.L.L.

PATRIMOINE

Vingt-deux sites culturels immobiliers retenus

La direction générale du patrimoine et des archives a présenté le 20 mars à Brazzaville la liste des sites qui feront partie du patrimoine culturel immobilier de Brazzaville et du Pool. C'était au cours d'un atelier qui permettra de valider ses sites inventoriés

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la protection et la valorisation du patrimoine culturel immobilier. En effet du 24 février au 7 mars il avait été organisé avec l'appui de l'Unesco un inventaire du patrimoine culturel immobilier de deux départements à savoir Brazzaville et le Pool.

Ainsi, les résultats de cet inventaire ont été présentés aux personnes ressources, gestionnaires de sites, institutions partenaires, collectivités locales, associations non gouvernementales et autres œuvrant dans le cadre de la protection et de la valorisation du patrimoine culturel.

Au cours de cet atelier, les participants auront à valider les résultats d'inventaire du patrimoine culturel immobilier de Brazzaville et du Pool ; classé vingt-deux sites sur la liste du patrimoine de chaque département ; suggéré des actes juridiques pour la protection de vingt-deux sites et monuments.

Il s'agit des sites de la Basilique Sainte Anne ; la cathédrale sacré cœur ; la mairie centrale ; l'immeuble air France ; l'Église notre Dame de Rosaire ; le Cfrad ; le laboratoire national ; le centre culturel Sony Labou Tansi ; Saint Pierre Claver ; le laboratoire national ; la statue Matsoua ; les chutes de Bella ; les chutes de Loufoulakari ; l'Église catholique de Voka ; le Lac Bleu ; l'Église saint Joseph de Linzolo ; l'Église saint Michel archevêque de Goma tsé-tsé.

La protection du patrimoine culturel et naturel est depuis plusieurs décennies au cœur du processus de développement de États du monde en général et de l'Afrique en particulier. Ce souci a conduit à la rédaction et la mise en œuvre de la convention de 1972 portant sur la protection et valorisation de ce patrimoine que le Congo a ratifié depuis 1987. Cette convention fait obligation aux États parties d'inventorier leur patrimoine en vue de leur protection et valorisation.

Hermione Désirée Ngoma

CAN U-20 Sénégal 2015

Un septième titre au palmarès du Nigéria

Les Super Eagles du Nigéria ont remporté la 19^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de la catégorie en battant le Sénégal sur son propre sol 1-0. Un septième trophée qui les maintient au premier rang des pays les plus titrés du continent. Retour sur la finale.

Les U-20 nigériens ont fait ce qu'ils voulaient : remporter l'édition 2015 de la CAN sans perdre le moindre match, comme l'avait annoncé leur entraîneur, Manu Garba, dès la fin de la deuxième journée (phase de poule) de la compétition. Ils avaient déjà battu le Sénégal 3-1 au match d'ouverture, le 8 mars. La confrontation en finale, entre les deux formations, était donc la deuxième du genre dans cette même compétition. Exercice de revanche pour le pays hôte qui s'était incliné, devoir de confirmation pour les Super Eagles du Nigéria qui l'avait emporté.

Finalement, le 22 mars au stade Léopold-Sédar-Senghor, les juniors nigériens n'ont tremblé ni devant leurs adversaires ni devant le public sénégalais venu nombreux pousser les leur à la victoire, voire au premier succès continental. La pression d'avant-match n'a eu aucun effet sur le Nigéria, confiant et déterminé à confirmer les faveurs des pronostics le plaçant au premier plan des candidats les plus redoutables au

titre continental junior. Le talent des joueurs nigériens a contraint les supporters sénégalais à assister à un nouvel échec de leur équipe. 17 minutes après le coup d'envoi, Bernard Bulbwa a ouvert la marque : 1-0 en faveur des Super Eagles. Le score est resté inchangé, la victoire avait choisi son camp. Le Nigéria est sacré champion d'Afrique junior 2015 avec 4 victoires en cinq matchs et un nul de deux buts partout face à la Côte d'Ivoire.

Dans l'autre petite finale, pour la troisième place, ce sont les Black Stars du Ghana qui se sont imposés 3-1 devant le Mali qui termine à la quatrième marche du podium.

En rappel, l'historique de la CAN juniors souligne que le Nigéria a disputé au total 9 finales et en a remporté 7, entre autres, 1983, 1985, 1987, 1989, 2011 y compris la toute récente 2015. Les Super Eagles n'ont perdu que deux finales sur les neuf disputées. Ce sont celles de 1999 face au Ghana et de 2007 face au Congo. Après cette compétition, le regard des Nigériens, Ghanéens, Maliens et Sénégalais sont tournés vers la Nouvelle Zélande où ils représenteront le continent africain à la Coupe du monde des U-20 de mai à juin 2015. Pour l'heure, ils croisent leurs doigts et retiennent leur souffle en attendant le tirage au sort.

Rominique Nerplat Makaya

GÔUT DE FRANCE

Petits plats délicieux pour vingt-deux

Ce 19 mars en soirée, la devanture de la Case de Gaulle, résidence officielle, à Brazzaville, de l'ambassadeur de France auprès de la République du Congo, ne voit pas grand monde arriver. Nous ne sommes pas le 14 juillet où le vaste espace affiche complet lorsqu'est organisée la réception à l'occasion de la fête nationale française.

Il n'empêche que l'on célèbre cette fois « Le goût de France ». Un grand événement partagé par 150 pays à travers les cinq continents et qui mobilise, tenez-vous bien, 1000 chefs cuisiniers, 1000 menus.

Ce 19 mars, répétons-nous, Jean-Pierre Vidon, maître des lieux, s'est fait l'honneur d'inviter à la dégustation une vingtaine de convives ; enfin vingt-deux au total lui-même

compris. Autour d'une grande table rectangulaire à la parure parfaite, messieurs et dames s'intercalent peu après avoir profité, dans le hall de la bâtisse, d'un fin apéritif : champagne piper rosé sauvage, château au Bergeron, pouilly-fuisse, saint-joseph, etc...

À table, tout s'agrémenta à la faveur d'une dizaine de mets. L'ambassadeur échange plus ou moins assidûment avec ses invités, lesquels et lui-même

prêtent attention, chaque fois, à l'annonce par le maître d'hôtel du plat servi : « Mesdames, Messieurs, vous allez déguster du foie gras de canard aux figues et à la confiture d'oignons ». Applaudissements et rires réjouis. Ainsi de suite... Des annonces qui prennent fin, en guise de sortie, par de « la mousse au chocolat à la meringue brisée », alors que se découvre le chef venu spécialement du Brésil pour l'occasion. Au finish thé, café, ou cognac pour terminer en beauté. Le goût de France, patrimoine mondial, cela va sans dire.

Les Dépêches de Brazzaville

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL

L'Interclub plie mais ne rompt pas

À une journée de la fin de la phase aller, l'Interclub garde le fauteuil du commandement tout en subissant la pression de l'Étoile du Congo et de l'Athlétic club Léopards de Dolisie qui ne sont qu'à deux longueurs du leader.

Seulement, l'Interclub est l'équipe qui a disputé plus de matchs que ces concurrents directs. Les matches remis permettront de clarifier la situation du championnat congolais qui pourrait avoir un nouveau leader en cas d'égalité des matchs disputés. En attendant, la compétition a entamé, depuis le 22 mars, sa seizième journée et ce jusqu'au mardi 24 mars. Au Complexe sportif de Pointe-Noire, l'Association sportive Ponténégrine et V Club ont fait jeu égal d'un but partout.

Au stade Alphonse-Massamba-Débat, en première explication, l'équipe de Saint-Michel de Ouenzé a battu sur tapis vert le club ponténégrin de Munisport qui n'a pas effectué le déplacement de Brazzaville. La deuxième rencontre a vu les Léopards de Dolisie l'emporter 2-0 face à l'Interclub. Un match au cours duquel la sécurité des vingt-deux acteurs n'était pas garantie. Pendant que la rencontre se disputait, les ouvriers de l'entreprise chinoise Zhengwei technique Congo étaient aussi à la manœuvre avec leurs engins pour détruire le tartan de la piste d'athlétisme avant la pose de la pelouse synthétique. À première vue, ils ont raison puisque la note de la fermeture du stade pour cause des travaux a été déjà signée et a pris effet à compter de la date de sa signature.

Malgré tout, les Léopards se sont imposés grâce à Ntela Kalema qui a transformé le penalty provoqué par Trésor Mukenga à la 38^e minute avant que ce dernier ne double la mise à la 81^e minute. Les Léopards auraient pu prendre la tête du championnat s'ils n'avaient pas été surpris par une équipe de la Jeunesse sportive de Talangai très engagée qui les a obligés de courber l'échine 0-1, le 19 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat, un but de Mabiala à la 15^e minute.

L'Étoile du Congo aurait, elle aussi, dû connaître le même bonheur d'être leader du championnat congolais à l'issue de la 15^e journée face à la Jeunesse sportive de Poto-Poto. Les Stelliens menaient à la mi-temps, 3-0, mais le match a été interrompu à cause d'une grande pluie qui a rendu la pelouse du stade impraticable. Reprogrammé après 48 heures, l'Étoile du Congo n'a pas pu rééditer la même performance (0-0). Rappelons que l'Étoile du Congo était sur le point d'aligner son troisième succès consécutif. Après sa défaite 0-1 face au FC Kondzo, lors de la 13^e journée, elle avait dominé la JST 3-1 dans le cadre de la 14^e journée puis battu l'Association sportive ponténégrine sur un score de 2-1 dans le

cadre du match en retard de la 11^e journée.

VClub Mokanda sur une bonne série

L'équipe ponténégrine de V Club est la seule qui a réussi à garder le même rythme pendant trois journées d'affilée. Lors de la 15^e journée, elle a imposé une défaite de 2-1 au Club athlétique renaissance aiglon au Complexe sportif de Pointe-Noire, confirmant ainsi ses exploits réalisés à Brazzaville où elle avait respectivement dominé le Saint Michel de Ouenzé 2-0 lors de la 14^e journée puis Patronage Sainte-Anne 2-1 lors de la 13^e journée. Le FC Kondzo qui le talonne au classement n'a plus connu de défaite lors des trois dernières journées. Il s'impose 1-0 devant l'Étoile du Congo lors de la 13^e journée tout en rééditant la même performance 2-0 face à l'ASP lors de la 14^e journée avant d'être tenu en échec par Munisport 1-1. Nico-Nicoyé avait réalisé la meilleure performance de la 15^e journée en écrasant Saint Michel de Ouenzé (SMO) 4-1. En l'espace de quatre jours, Tongo FC a livré deux matches décisifs. Si celui comptant pour la 15^e journée les a fait vraiment du bien 2-1 contre le FC Bilombé, celui contre l'ASP comptant pour la 12^e journée a été difficile à digérer 0-3. Arnaud Mbemba, Yannick Mbengui et Peyrifith Yhombet ont été les buteurs de l'ASP. Patronage Sainte-Anne et La Mancha ont fait jeu égal d'un but partout lors de la 15^e journée. Le Cara avait pu toucher à la victoire qui la fuyait depuis des semaines en l'emportant 1-0 face à Patronage Sainte-Anne, le 19 mars dans le cadre du match en retard de la 11^e journée.

Le classement provisoire au terme des matchs du 22 mars

1- Interclub : 28 points, 15 matches joués
 2- AC Léopards : 26 points +15, 11 matches joués
 3- Étoile du Congo : 26 points +12, 12 matches joués (sans compter celui contre l'AS Cheminots de ce lundi)
 4- JSP : 23 points +4, 15 matches joués
 5- JST : 22 points, 13 matches joués
 6- V Club : 20 points +3, 12 matches joués
 7- ASP : 20 points +1, 14 matches joués
 8- Tongo FC : 20 points -1, 13 matches joués
 9- FC Kondzo : 20 points -2, 15 matches joués
 10- FC Bilombé : 19 points, 15 matches joués
 11- SMO : 19 points, 15 matches joués
 12- Nico-Nicoyé : 18 points, 13 matches joués
 13- Cara : 15 points, 11 matches joués
 14- Diables noirs : 14 points, 8 matches joués
 15- La Mancha : 13 points, 14 matches joués
 16- Patronage Sainte-Anne : 10 points -5, 13 matches
 17- AS Cheminots : 10 points -10, 14 matches (sans compter celui de ce lundi contre l'Étoile du Congo)
 18- Munisport : 6 points.

James Golden Eloué